LE PEUPLE BRETON

LE PEUPLE BRETON
N° 437/ 20 F
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
MAI/MAE 2000



STIVELL
le 20e album
Interview exclusive

L'INVITÉ



Michel TREGUER

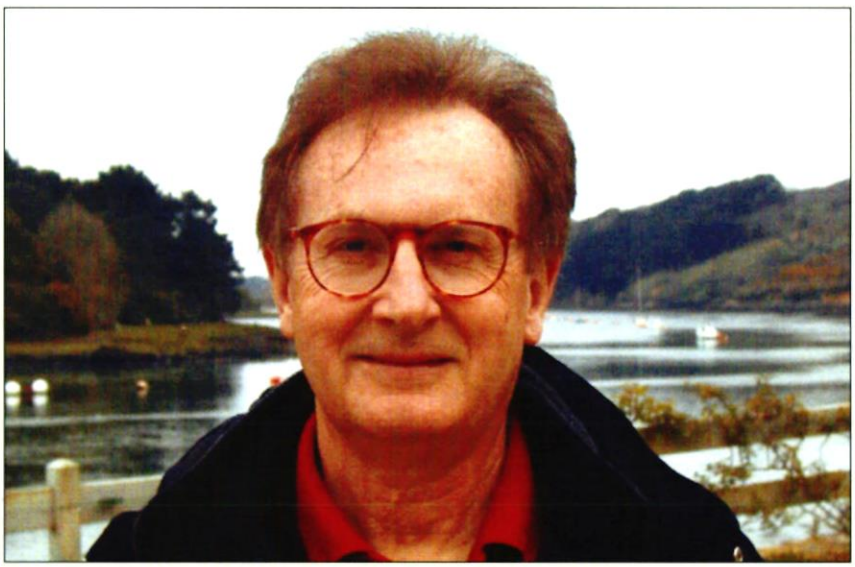
RÉACTIONS APRÈS LE DRAME DE QUÉVERT

Soñjoù evit ur mare kriz [1]

Skeudenn Laurence Turbec a chom ennon.
C'hoant am bije da grediñ en ur baradoz bennak evit e zigeriñ dirazi [2]

La langue bretonne, c'est pour moi celle de Merlin, celle des *gwerzioù* ; celle de mes deux grand-mères qui portaient la coiffe et n'ont jamais caché de dynamite sous leurs jupes ; celle d'un avenir différent et ouvert. Mon dernier fils est scolarisé à Diwan, d'abord parce que c'est une école bilingue, en deuxième lieu parce que c'est une école bretonnante. Lorsque j'habitais Paris, j'avais envoyé l'aîné faire ses études secondaires en Angleterre.

La violence physique n'est pas de ce pays. L'anti-américanisme primaire est une attitude plus franchouillarde que celtique. Le mensonge, la langue de bois, les manœuvres sournoises nous font aussi beaucoup de mal. La polémique ne me déplait pas lorsqu'elle vise à ouvrir un débat, lorsqu'elle respecte l'adversaire et veut l'amener à s'exprimer. Toute vérité me paraît bonne à dire.



Je rêve d'une Bretagne bilingue et plurielle, dans laquelle cohabiteraient heureusement tous ses enfants qu'elle hante : de l'extrême gauche à l'extrême droite, des communistes aux néodruides, des indépendantistes aux simples décentraliseurs. De Yves Le Berre à Goulven Penaod, de Françoise Morvan à Per Denez, de Bernard Poignant à Gaël Roblin. En un sens, elle existe cette Bretagne-là, et je l'aime.

Cela dit, pourquoi ne signerai-je pas l'appel *Je refuse ?* Tout d'abord parce que c'est un texte politique, n'en déplaise à ses auteurs, et que je me sens plus à l'aise sur le terrain culturel. Ensuite, en raison de sa forme comminatoire : je n'ai pas attendu la rédaction de ce tract pour penser, pour être certain de mes sentiments démocratiques et pacifistes. Enfin, parce que je n'ai jamais lu sous la plume de Michel Le Bris une protestation contre les violences étatiques à l'égard de la langue bretonne. Je partage son amour du voyage et de la multiplicité culturelle. J'attends qu'il veuille bien manifester la même compassion envers ses frères. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que ce sont les bretonnants qui sont opprimés en ce pays, pas l'inverse. On fait plus facilement carrière en servant la République une et indivisible.

Le livre récent de Bernard Poignant contient la révélation suivante : dans deux conventions adoptées par l'ONU en 1966 et en 1989 figurent des articles demandant que, dans les pays comportant des minorités linguistiques, on n'empêche ni les adultes *ni les enfants* de parler leur langue. Dans les deux cas, la France a fait préciser qu'elle ne retenait pas ces articles. Vous avez bien lu : il ne s'agissait pas de promouvoir le breton ou le basque, mais seulement de ne pas faire obstacle à la libre expression de ses locuteurs. Je voudrais bien entendre M. Richard Ferrand s'opposer aussi à ces horreurs antidémocratiques. (Bien entendu, le fait qu'un bretonnant éminent comme Yann-Fañch Kemener ait signé cet appel n'enlève rien à ces réflexions. Chacun fait ce qu'il veut).

Venons-en au texte *Gardons les yeux ouverts* qui demande que soit mené un «travail de mémoire» sur l'histoire de l'*Emsav*. Je suis d'accord. Pourquoi n'ai-je pas signé ce texte ? Parce que ses auteurs ont eux aussi l'indignation sélective. A les lire, cette carence ne découlerait que de noires manigances de militants chargés de tous les péchés du monde. Et nos médias officiels, qu'ont-ils fait ?

On se met à parler des acteurs de l'Histoire bretonne de ce siècle au moment où ils achèvent de disparaître. Nos discussions actuelles auraient été moins abstraites si nous avions pu les entendre. La radio, la télévision publiques et même l'université les ont à peu près tous laissés mourir sans les enregistrer, ni en France ni à l'étranger. Pas un mot, pas une image de ceux dont le passé est contesté. Et pas un mot des autres non plus *sur ce sujet-là*, je veux dire sur la Bretagne. Où sont les grandes interviews politiques de Youenn Drezen, de Roparz Hemon, d'Olier Mordrel, de Raymond Delaporte, de Xavier de Langlais, d'Alan Heusaff, de Yann Goulet, d'Alan al Louarn, de Vefa de Bellaing, d'Yvonne Galbrun, de Loeiz Andouard, d'Hervé ar Menn, de Yann Kerlann, de Frañsez Kervella, de Marsel Klerg, de Maodez Glanndour, de Per Bourdelles, de Guillaume Dubourg ? Beaucoup d'entre eux ne sont morts que dans les années 80 ou 90. Silence sur la Bretagne ! Cette carence me paraît une faute effroyable devant les siècles des siècles, la négation même du métier de journaliste. Du même ordre que les coups de gomme des agents du KGB sur les photos officielles de l'URSS, pour en effacer les personnages tombés en disgrâce.

Une fois effectué ce «travail de mémoire», est-ce qu'on pourra passer à la «conscience de l'avenir» et exiger tous ensemble que la télévision publique propose un programme aux enfants bretonnants ? Ce jour-là, je signerai.

Salut amical à tous les Bretons. A tous.

Michel TREGUER, 23 avril 2000

(1) Pensées pour une période cruelle.

(2) L'image de Laurence Turbec reste en nous. J'aimerais croire en un paradis qui puisse s'ouvrir pour elle.

Souscription

Merci à tous nos donateurs. La nécessaire augmentation du prix du P.B. n'a absolument pas tari votre générosité. Merci donc d'avoir compris l'enjeu. Le P.B. est (et restera donc) un instrument nécessaire à la Bretagne qui se fait.

Mevel Jacques, Pontivy, 30 F ; Kervern Alain, Brest, 40 F ; Robin Yannig, Brest, 20 F ; Le Guyader J., Rennes, 50 F ; Paugam J. Jacques, St Thegonnec, 20 F ; Richard Louis, Nantes, 100 F ; Gicquel Jacques, Lannuon, 20 F ; Combot Paulick, St Divy, 100 F ; Gwalarn, Le Relecq Kerhuon, 20 F ; Martin Jacques, Douarnenez, 50 F ; Liboux Mireille, Ploemeur, 40 F ; Tanguy André, Morlaix, 50 F ; Thomas Alain, Issy les Moulineaux, 30 F ; Riou Morvan, Taden, 80 F ; Le Boedec Erwan, Bieuzy Lanvaux, 30 F ; Papaix Françoise, Larre, 70 F ; Chauvin Patrick, Rungis, 50 F ; Le Trocquer Michel, Le perray en Yvelynes, 50 F ; Guillerm Hubert, Le Moustoir, 25 F ; Riou Nelly, Pontchateau, 100 F ; Cogneras Cyril, Limoges, 20 F ; Huitorel Philippe, Gourin, 20 F ; Guillo André, Sarhau, 50 F ; Morvan Drem Mab, Karentour, 50 F ; Guilbaud Jean, Naoned, 100 F ; Le Floch Guy, Bouguenais, 20 F ; Marais Pierre Emmanuel, Naoned, 50 F ; Rouaud Alain, Paris, 50 F ; Bernard Jean, Henvic, 20 F ; Cochevelou G. , Vincennes, 50 F ; David Michel, Rennes, 50 F ; Communier Marie-Thérèse, Pont de buis, 70 F ; Mordelet Xavier, Ploezal, 50 F ; Allain J-Yves, Lannuon, 100 F ; Allain Francis, Quimper, 50 F ; Queneherve Gérard, Boust, 100 F ; Lavanant André, Lannilis, 200 F ; Dubois Gilles, Rennes, 50 F ; Bertin Fabrice, Le Palais, 50 F ; Tessier Christian, Grandchamps des Fontaines, 100 F ; Eurl Mse, Beignon, 50 F ; Guyader Pierre, St Pierre Quiberon, 50 F ; Blochet Robert, Lille, 50 F ; Soubigou J-Paul, Cancale, 20 F ; Guen Gérard, Botmeur, 100 F ; André Marylène, Malguenac, 20 F ; Loric Jean, St Ave, 100 F ; Douet Eric, Moissy Cramayel, 100 F. **Total mois : 2.735 F - Total année 2000 : 9.212 F**

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH

Mensuel - BP 203, 56102 Lorient cedex

Tél. 02.97.21.21.82

Fax 02.97.64.75.47

Responsable de la publication : Joël Guégan

Responsable de la rédaction : Ronan Leprohon

Rubriques culturelles : Jean-Jacques Monnier

Responsable de la diffusion : Jean-Yves Drillet

Abonnements, administration : 9 rue Pinot Duclos, 22000 St-Brieuc. Tél-fax 02.96.61.54.11

Publicité : au journal

Éditeur : Les Presses Populaires de Bretagne

Composition, impression : IMPRAM, Lannion

CPAP : 66132

Dépôt légal : 2e trimestre 2000

Sommaire

Lorsque nous préparions ce numéro, nous avions le plaisir d'enregistrer l'interview d'Alan Stivell, à propos de son dernier album et nous étions fiers de l'exclusivité donnée par Alan à notre titre.



En l'absence de Roger Gicquel, en vacances, nous étions aussi heureux de vous présenter un nouvel invité, Michel Treguer, le réalisateur de télé si apprécié...

Ce numéro de notre magazine s'annonçait sous les meilleurs auspices. Et puis est arrivé le drame de l'attentat de Quévert. Et notre travail, comme celui de nombreux Bretons, en a été gâché.

Reste ce 437e numéro du "Peuple Breton".

Il s'ouvre, naturellement, sur les réactions après la mort de Laurence Turbec (pages 2, 3, 4).

La lutte pacifique et démocratique pour notre identité a reçu, ces derniers temps, des appuis internationaux : à l'UNESCO (page 5) et chez nous, avec la visite d'un député européen flamand (page 6).



A côté de la langue ou du patrimoine, le tissu économique et social de notre pays est l'enjeu de rudes batailles. Notre économie craque sous la bourrasque de l'ultra-libéralisme et le déménagement du territoire menace (pages 8 et 9).

Pourtant certaines réussites (pages 10 et 12) témoignent de ce que l'esprit d'entreprendre et d'innover en Bretagne est puissant.

Comme le mois dernier, nous consacrons 4 pages aux articles en breton. Mais nos lecteurs bretonnants doivent savoir que si nous étions plus riches (d'abonnements en particulier), nous aurions plus de place. Ce mois-ci, nous avons dû renoncer à des articles en breton fort intéressants (sur les élections en Espagne, par exemple). Aidez-nous à consacrer plus à la langue bretonne, que certains annoncent déjà comme une "langue morte" !



Les rubriques internationales de ce P.B. nous font découvrir la terrible réalité de la lutte des Tamouls (pages 22 et 23).

Alan Stivell, est bien sûr le principal sujet-acteur de nos pages culturelles, toujours riches de nos chroniques de disques, que nous continuons de vouloir originales et ouvertes sur toutes les richesses musicales de notre pays (pages 24, 25, 28, 31, 32).



Et puis ce numéro, justement, offre des places de concert gratuites à l'occasion de la Festyves, à Quéven. Sachez en profiter et bonne lecture.

Ronan Leprohon

Le crédit-photo de couverture : Stivell : © Richard Dumas
Michel Treguer : D.R.

APRÈS LA MORT DE LAURENCE

LE VERTIGE DE L'IRRESPONSABILITÉ

Quand, en 1964, fut créé ce journal, il reprit le beau titre de "Peuple breton" que Joseph Martray – qui l'avait utilisé auparavant – accepta de nous donner.

Depuis lors, ce magazine n'a cessé d'être fidèle à son titre et de se battre pour le peuple breton, pour son développement économique, pour son épanouissement culturel, pour ses droits politiques.

Mais le peuple breton, ce n'est pas une abstraction. C'est fait d'hommes et de femmes, de jeunes et d'anciens, avec leurs passions et leurs espoirs, avec leurs vies tout simplement. Or, Laurence Turbec, que le drame du 19 avril a privé de cette vie, faisait partie de ce peuple breton. Elle en était une jeune femme, sans histoire, au travail parmi d'autres.

C'est pourquoi ceux qui se battent vraiment pour le peuple breton ne peuvent pas comprendre, ni admettre, ni tolérer ce qu'un journaliste invité de France 3, appelait l'autre jour "un accident". Un accident ? Si l'on parle "technique" des explosifs, peut-être... Mais sûrement pas un accident si l'on parle de responsabilité. Comment peut-on prétendre servir la cause bretonne en prenant le risque de tuer ? Comment peut-on poser une bombe dans un lieu public, un restaurant fréquenté par nombre d'enfants, de plus ?

Les auteurs de cet attentat n'avaient-ils donc pas pensé que cet acte monstrueux pourrait causer un tort considérable à l'Emsav ? Que ce serait du pain bénit pour les jacobins de tout poil qui se délecteraient de l'occasion fournie d'enfoncer les "autonomistes" ? Il n'est que de voir certains sourires indécents à la télé ou dans nos quotidiens pour comprendre à qui profite le crime !

Depuis toujours, nous le disons : c'est avec les Bretons que l'on construira la Bretagne et non contre eux, en les effrayant et en les tuant. Certes, la voie de la démocratie et des élections est longue, notamment quand les dés médiatiques sont pipés. Ce n'est pas une raison pour céder au vertige de l'irresponsabilité.

La secrétaire d'Etat Marylise Le Branchu disait au "Télégramme" : "Il faut aussi, au niveau des partis de gauche, que le débat ne soit pas occulté. Même si les partis régionalistes sont marginaux, il faut se poser des questions, car ce qui vient de se passer ne doit pas être réduit à un épiphénomène". Puisse-t-elle être entendue chez ceux qui nous gouvernent !

Pour que Laurence Turbec ne soit pas morte pour rien, "Le Peuple Breton", pour sa part, ne cessera de débattre et de proposer, démocratiquement.

Ronan LEPROHON
Responsable de la rédaction



Maël Verot.

L'autonomisme breton est-il un crime ?

Le quotidien économique Les Echos écrivait dans son édition du 21 avril : "L'attentat qui a tué une femme de 27 ans mercredi au McDonald's de Quévert porte la marque des autonomistes bretons". Depuis l'explosion d'origine criminelle qui a coûté la vie à mademoiselle Laurence Turbec le 19 avril, la presse française n'a eu de cesse d'attribuer cet acte fou et monstrueux aux "autonomistes" (sic). Télévision, radio et presse écrite à l'unisson ont marqué au fer rouge de l'indignité une opinion et ceux qui s'efforce de la diffuser. C'est sans doute ce bourrage de crâne médiatique qui a conduit monsieur Denis Hennequin, président de McDonald's France, à déclarer au Télégramme de Brest que "une innocente, bretonne de surcroît, est morte du fait de la lâcheté d'un groupuscule de terroristes qui revendiquent l'autonomie de leur Bretagne chérie" (24 avril).

Aujourd'hui, la France entière tient les "autonomistes" bretons pour de vulgaires assassins doublés de "crétins" selon le mot de monsieur Pierre George (Le Monde du 25 avril). Qu'avons-nous fait pour mériter cela ? Quand je dis nous, je veux parler de ceux qui estiment, à tort ou à raison, qu'un mode de gouvernement comparable à ceux qui se pratiquent dans l'Espagne des communautés autonomes, dans l'Allemagne des laender, dans l'Italie des régions autonomes et dans le Royaume-Uni qui a accordé la dévolution à l'Ecosse et au Pays de Galles est possible et souhaitable pour leur région. Est-ce un crime ? Est-ce du crétinisme ?

Depuis le premier attentat revendiqué par le "Front de libération de la Bretagne" en 1966, jamais aucune action violente perpétrée en Bretagne n'a "porté la marque des autonomistes" pour reprendre la formule des Echos. C'est une étiquette que les poseurs de bombes ont toujours rejetée. Depuis 1966, l'Union démocratique bretonne, la formation qui incarne aux yeux des Bretons correctement informés la voie de l'autonomie politique, a toujours condamné la violence dans des termes sans équivoque. Depuis bientôt trente ans, l'UDB participe à la gestion de plusieurs dizaines de villes et de communes rurales bretonnes en respectant scrupuleusement les règles du débat démocratique. Aussi est-on en droit de s'interroger sur ce qui a pu conduire les médias français à stigmatiser avec une telle unanimité des "autonomistes". Il est difficile de croire que ce mot ait été choisi au hasard. Quelle fut donc la source d'inspiration ?

Nous acceptons que nos idées soient combattues, car c'est la loi de la démocratie. Nous acceptons même qu'elles le soient vigoureusement si c'est par des procédés loyaux qui écartent toute manipulation de l'opinion publique. Nous n'acceptons pas qu'elles soient dénigrées, salies, identifiées au terrorisme.

En stigmatisant des hommes et des femmes qui ont toujours eu le souci de concilier l'engagement de la Bretagne sur la voie de la responsabilité avec la nécessaire solidarité entre les êtres humains, comme entre les peuples, les mass-média commettent une profonde injustice. En outre, ils prennent le risque de priver la France d'une opportunité peut-être unique

TURBEC, LE 19 AVRIL A QUÉVERT

Breizh diouzh tu ar vuhez / La Bretagne, c'est la vie !

Un groupe de personnes, représentatives du monde culturel, associatif et artistique breton s'est constitué en collectif.

Il invite tous ceux et celles, gens de cœur, en accord avec la déclaration ci-après à le rejoindre et à s'associer au rassemblement dans la dignité qu'il organise le 8 mai à 15 heures, Place du Parlement, à Rennes.

"Une jeune femme est morte le 19 avril à Quévert, en Bretagne, tuée par une explosion d'origine criminelle. Depuis qu'ils ont appris la nouvelle de cet attentat les Bretons sont bouleversés, indignés, écœurés par un acte fou et monstrueux. Un acte fou parce que tuer n'a pas de sens. Un acte monstrueux parce que ôter la vie au nom d'une idée, quelle qu'elle soit, est contraire au sentiment profond des Bretons.

Les soussignés appellent ceux qui se sont fourvoyés dans la violence, quels qu'ils soient et quelles que soient leurs motivations, à cesser immédiatement leurs exactions.

L'identité bretonne, plurielle, ouverte et tolérante, est le bien commun de tous les Bretons, d'origine ou d'adoption. Cette identité ne pourra vivre et s'enrichir que dans un cadre démocratique qu'anéantit le recours à des actions violentes. Cela impose aussi que les aspirations de la population bretonne soient prises en compte dans le débat démocratique. Il appartient aux pouvoirs publics de prendre sans attendre les initiatives nécessaires en ce sens.

Nous voulons lancer ce message de responsabilité et d'espoir en appelant les Bretons à se rassembler dans la dignité et un lieu symbolique, la place du Parlement de Bretagne, à Rennes, le lundi 8 mai à 15 heures, pour affirmer que **"la Bretagne, c'est la vie"**.

Liste des premiers signataires :

Corinne Aziliz (comédienne), Gweltaz Ar Fur, Fulup Ar Gov (vice-président de Diwan Breizh), Yannig Baron (président de Dihun Breizh), Anna-Vari Chapalain (présidente du Comité français du Bureau européen pour les langues moins répandues), Yann Choucq (avocat), Daniel Cotten, Jean-Yves Elaudais (Bodadeg ar Sonerion), Gérard Gautier, Bruno Geneste (éditeur), Yvonig Gicquel (président de l'Institut culturel de Bretagne), Christian Guyonvarc'h, Angèle Jacq (présidente du Collectif breton pour la démocratie et les droits de l'homme), Gaby Kerdoncuff (musicien), Riwanon Kervella (présidente du Congrès interceltique), Jean-Louis Latour (président du Conseil culturel de Bretagne), Marie-Christine Latour, Alan Ar Gal (président de Div Yezh Breizh), Rémy l'Hôpital, Tangi Louarn (vice-président du Conseil Culturel de Bretagne), Erik Marchand (chanteur), Fañch Michelet-Nikolaz (président de Spered Kelt), Isabelle Moign (comédienne), Jean Moign (metteur en scène), Jean-Do Robin (vice-président de l'Union des Enseignants de breton), Michel Roland, Alan Stivell (chanteur), Christian Troadec, Nadine Urvois (présidente de Kendalc'h), Ronan Leprohon (universitaire), Emile Granville (président de Gwezenn), Jean Kergrist (artiste), Soig Siberil (musicien), Loeiz le Beg, Erwan Moalic, Daniel le Bigot, Yves Jardin (Daoulagad Breizh), etc."

d'évoluer sereinement, sans violence, vers une forme de fédéralisme interne que la construction européenne et la transformation institutionnelle des Etats les plus proches rendront inéluctable.

En effet, les autonomistes bretons plus que d'autres sont conscients de ce que la plupart des Bretons se considèrent à la fois bretons, français, et européens. Et si les Bretons se considèrent à la fois bretons, français et européens, c'est parce qu'ils ne voient aucune contradiction dans l'association de ces trois identités. L'identité bretonne telle qu'elle se vit aujourd'hui n'est ni exclusive, ce qui la préserve des risques de repli sur soi, ni figée, ce qui lui permet d'évoluer, y compris dans l'intégration d'apports extérieurs. Le groupe musical Tayfa, groupe britto-berbère bien connu du pays bigouden, dont le chanteur s'exprime en tamazight, est à l'image de cette Bretagne plurielle, ouverte et tolérante, la Bretagne réelle de l'an 2000.

C'est cette Bretagne-là dont les autonomistes souhaitent qu'elle puisse faire valoir tous ses atouts économiques et culturels en France et en Europe, ce qu'elle ne saurait faire sans une capacité d'initiative politique et d'action budgétaire semblable à celle dont disposent les régions autonomes d'Europe de dimension comparable. Quand le budget des institutions régionales autonomes d'Andalousie est de 109 milliards de francs, quand celui que vote l'Assemblée nationale galloise est de 80 milliards de francs, comment imaginer que les Bretons puissent se satisfaire d'un budget régional qui n'atteint pas les 4 milliards de francs ? Quand les langues basque, catalane, galicienne, flamande, galloise ou sarde sont langues officielles dans leur région d'élection, comment imaginer que les Bretons puissent se résoudre à voir disparaître leur langue spécifique faute de toute reconnaissance juridique et politique en Bretagne même ? Ces questions-là se posaient avant la tragédie du 19 avril. Elles se poseront encore demain.

La mort de Laurence Turbec est un drame que chaque Breton digne de ce nom ressent au plus profond de son être. Ce 19 avril de l'an 2000 restera pour tous nos compatriotes un jour de honte. Pourtant, ni la Bretagne, ni les Bretons, pas plus que ceux qui, parmi eux, revendiquent le droit à une expression politique spécifique par des moyens démocratiques et pacifiques, ne doivent être tenus pour responsables de cet acte. Réduire de facto au silence par l'amalgame une voix modérée, fondamentalement respectueuse de la personne humaine, ce serait sans doute combler d'aise à court terme ceux qui rêvent d'une France bonapartiste, d'un Etat-caserne, mais ce serait plus sûrement encore ruiner les chances d'une démocratie régionale comme réponse concrète à la mondialisation débridée.

Christian GUYONVARC'H
Porte-parole de l'Union démocratique bretonne

Notre invité habituel, Roger Gicquel, était en vacances ce mois-ci. Et pour cela, nous avons demandé à un autre homme de télévision, Michel Tréguer, de le remplacer en couverture.

Roger Gicquel devrait reprendre sa chronique le mois prochain. Mais de la Catalogne où il était, il a tenu à nous dire son émotion, face à la tragédie du 19 avril.

De Barcelone, ce 23 avril 2000

"Non, le sang je ne veux pas le voir..." J'ai eu tout de suite ce vers de Lorca en tête devant un kiosque à journaux de Barcelone le jeudi 20 avril. L'abomination s'étalait à la une du journal de référence en Espagne – "El Pais" – avec ce titre principal "Muere en Francia una mujer en un attentado de terroristas bretònes". Les détails en page 2 laissaient déjà peu de doutes sur l'origine des explosifs (le vol de Plévin) et insistaient sur l'étroite collaboration entre l'A.R.B. et l'E.T.A., collaboration de nature à intéresser au premier chef la presse espagnole compte tenu des quatre attentats récents attribués à l'E.T.A. en Espagne. Difficile de dire l'horreur qui monta en moi à la pensée de la jeune femme déchiquetée sur son lieu de travail par ce qui était devenu une machine à tuer, à la pensée de la tragédie survenue pour sa famille et ses proches.

L'acte était à l'évidence totalement condamnable, injustifiable, imbécile et lâche. La thèse du déclenchement accidentel de l'explosif ne saurait, pensais-je, exonérer en quoi que ce soit les coupables puisque leur lâcheté supplémentaire avait été de ne pas désamorcer l'engin ni de prévenir le restaurant avant la reprise de l'activité. Pourtant une autre édition de "El Pais" titrait "El independantismo bretòn lamenta, pero non condena el attentado".

Alors, dans Barcelone en fête, j'ai comme une sensation de honte. C'est la San Jordi (1), un jour vécu ici comme une fête de la nation catalane. La tradition qui veut que ce jour-là on échange des livres et des roses met la ville en état de joyeuse ferveur culturelle, celle-là même qui soutint la détermination populaire pour une reconquête démocratique des anciennes libertés provinciales, aboutie en 1980 puisqu'acceptée par l'Espagne de l'après-franquisme et saluée par le Roi Juan Carlos.

Au milieu de la fête de San Jordi, je songe à ma Bretagne endeuillée et je me persuade que ni les rats poseurs de bombe, ni ceux qui les inspirent ou les manipulent, ni les profiteurs nécrophages se nourrissant aussi des pires amalgames, ne parviendront à briser le nouvel élan de l'identité bretonne qui ne saura trouver son expression politique solidaire qu'en rejetant unanimement la violence, ce que finalement les Catalans surent faire pour parvenir à l'autonomie.

Roger GICQUEL

(1) : Saint-Georges


D.R.

Non, nous ne comprenons pas !

Comme beaucoup, nous aimons notre peuple, notre pays, passionnément, de façon parfois ombrageuse, ainsi que des gens qu'on a tenté de déposséder d'un bien précieux, dans notre cas, l'histoire, la langue, ces liens tissés par tant de générations et qui font notre personnalité, qui font ce que nous sommes, c'est-à-dire des Bretons. Et nous savons combien la reconquête a été difficile dans le contexte de l'après-guerre, du fait de l'auto-censure provoquée par le traumatisme né de l'équation « Bretagne = Breiz Atao = Collabos ». Cela à cause des errements impardonnables d'une poignée d'individus dont le nationalisme était le pendant exact de celui de leur ennemi national-jacobin français.

Comme beaucoup, nous ne pouvons supporter l'injustice sociale, inhérente au système économique dit libéral et qui brise des individus, des groupes, voire des peuples entiers. Et nous savons que les mutations de l'économie et de la société bretonne des quarante années écoulées ont certes été marquées par des luttes souvent dures, accompagnées de flambées de violence. L'opinion publique passait au fil des années d'une attitude de compréhension, voire de soutien, à une attitude de refus grandissant face aux destructions injustifiables.

Nous-mêmes avons popularisé au départ un concept violent : Bretagne = Colonie. Mais il s'expliquait alors par le sous-développement économique et l'aliénation culturelle en Bretagne. A aucun moment nous ne nous sommes trompés d'époque ou de pays – la France, même du temps du SAC, n'était pas une dictature et la Bretagne n'était pas le tiers-monde. C'est encore plus vrai aujourd'hui, il n'est pas superflu de le rappeler.

Non seulement nous refusons par principe de faire mourir – ou seulement de risquer de faire mourir – des innocents, non seulement nous aimons trop notre peuple pour lui infliger des souffrances qu'il ne mérite pas, mais l'histoire nous a appris que la volonté de faire le bonheur des masses malgré elles conduit nécessairement au pire, c'est-à-dire au totalitarisme ou à la violence groupusculaire. Alors, passion, froid calcul, voire manipulation ? Peu importe ! Condamner moralement un acte qui a tué une innocente et plongé une famille bretonne dans la douleur ne suffit pas. Il faut être clair. Nous n'acceptons pas qu'une violence aux conséquences désastreuses à tous égards puisse être, fût-ce partiellement, "comprise".

Cet acte inexcusable fait un tort considérable à la cause à laquelle tant de Bretons ont consacré le meilleur d'eux-mêmes. C'est une injure au travail de tous ceux – militants culturels, syndicalistes, politiques – qui ont fait qu'aujourd'hui la Bretagne est sortie de son sous-développement économique et rayonne culturellement de façon inégalée. Que la notion de peuple breton soit de nos jours enfin "admise mais non revendiquée"[1] que la majorité des Bretons veuillent "le contenu de l'autonomie mais sans le mot"[2], c'est un fait. Il nous appartient à nous militants politiques de continuer à faire progresser la prise de conscience de nos compatriotes, dans le respect des valeurs de la république, pour autant que celle-ci ne soit plus "une et indivisible" et ne nous empêche pas de jouer notre rôle sur la scène européenne et internationale.

De plus en plus de Bretons, soucieux de justice sociale, d'écologie, de droits culturels, de solidarité internationale envisagent de nous rejoindre. Nous leur proposons de le faire sur une base crédible et claire : la nouvelle charte de l'UDB qui, après réflexion et débat interne, a été rendue publique le 28 avril à Ploemeur.

Herri GOURMELEN
Président de l'Association des élus municipaux bretons

(1) Propos de Paul Guéguéniat
(2) Propos de Jean-Jacques Monnier.

Vous avez dit nécrophage ?

L'argent ne fait pas bon ménage avec les sentiments. Pourquoi faut-il que la mort d'une innocente nous fasse songer à cela ? Parce que plusieurs, en Bretagne et ailleurs, ont été quelque peu choqués par les placards de pub, pleine page, que les quotidiens locaux et parisiens ont publié dès le 22 avril, sur la demande de la firme McDonald's. Somme toute une excellente affaire pour les journaux en question.

Certes dans cette pub noire on évoquait la victime et sa famille. Heureusement. Car, très vite, la firme plaidait pour elle. Cela laissait un drôle de goût dans la bouche...

Mais le comble fut atteint par un de nos quotidiens locaux. Sous le prétexte de faire l'article pour un assez ignoble bouquin d'un illuminé, doublé d'un écrivaillon sans talent, ce journal n'hésitait pas à titrer sur un jeu de mot, dont le bon goût n'échappera à personne : "Hermines et idées noires" : la réalité dépasse l'affliction".

On était le lendemain des obsèques de Laurence Turbec !

R.L.

L'U.D.B. condamne un acte monstrueux (20/4/2000)

L'Union Démocratique Bretonne (UDB), comme tout Breton digne de ce nom, est bouleversé et indignée par la mort d'une jeune femme dans l'attentat contre le Mac Donald de Dinan. Notre première pensée est pour cette jeune victime innocente et sa famille.

Cet acte monstrueux est aussi un crime contre la société bretonne qui, depuis plus de quarante ans, a su fonder son développement économique, social et intellectuel sur le débat d'idées et la recherche d'un consensus minimum nécessaire à tout progrès partagé. Cet attentat est un crime contre l'âme bretonne.

Sur la base des éléments d'information existants, l'UDB ne se hasardera pas à privilégier une thèse ou une autre dans la recherche des auteurs de l'attentat et de leurs motivations. En tout état de cause, si l'auteur ou les auteurs de cet attentat, quels qu'ils soient, ont voulu faire passer un message, nous leur demandons d'assumer les conséquences de leur acte et de se constituer prisonnier(s) pour en répondre devant la justice (...).

Un statut officiel pour les langues dites régionales ?

Les Français répondent par un Oui massif !

82 % pour la ratification de la Charte du Conseil de l'Europe
79 % pour une modification de la Constitution

A l'initiative du comité français du "Bureau européen pour les langues moins répandues", organisme officiel créé par le Parlement européen en 1981, et du "Comité républicain pour la ratification de la charte européenne et la modification de la Constitution", qui regroupe des associations culturelles, un important colloque s'est tenu au Palais de l'UNESCO, le 15 avril à Paris.

Avec 400 participants, ce colloque réunissait pour la première fois des représentants des langues régionales de métropole et des départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Réunion) mais aussi de plusieurs langues minoritaires présentes en France depuis plusieurs siècles (yiddish, romani) ou depuis quelques générations (berbère, arabe populaire). Il s'inscrivait dans le cadre de la Journée européenne des langues, inscrite au calendrier depuis trois ans à la fin du mois d'avril.

La démocratie culturelle européenne sous contrôle parisien

Parmi les interventions de plusieurs juristes et fonctionnaires internationaux nous avons retenu celle de Régina Jensdottir, juriste islandaise chargée du suivi de la Charte des langues régionales ou minoritaires au Conseil de l'Europe. Elle a présenté le programme du projet "2001, année européenne des langues", une initiative commune au Conseil de l'Europe (41 Etats membres) et à l'Union Européenne (15 Etats membres), à laquelle l'UNESCO s'est aussi associée. Cette manifestation vise à : 1) inciter les citoyens européens à acquérir des aptitudes de communication dans plusieurs langues, y compris les langues moins répandues, 2) soutenir l'apprentissage des langues tout au long de la vie en tant que moyen permettant de promouvoir la compréhension mutuelle, la mobilité et l'emploi, 3) sensibiliser le public au patrimoine linguistique de l'Europe et promouvoir ce patrimoine. Des coordinateurs nationaux doivent servir d'intermédiaires entre les demandes du public et les institutions européennes. Mais au Royaume-Uni, des comités distincts vont être mis en place pour l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord. A la question d'un participant qui demandait si les collectivités locales ou régionales de France pourraient contacter directement les institutions européennes pour leur soumettre leurs projets, Régina Jensdottir a répondu que le coordinateur national nommé par le gouvernement français, un inspecteur général d'allemand du ministère de l'Education nationale, était un intermédiaire obligatoire. La réponse n'a pas satisfait l'assemblée qui a vu dans cet intermédiaire un censeur plus qu'un appui pour les projets concernant les langues autres que le français. Chat échaudé craint l'eau froide...

Un plébiscite en faveur des langues dites régionales ou minoritaires

La manifestation au Palais de l'UNESCO a été aussi l'occasion de rendre public un sondage sur l'opinion des Français vis-à-vis des langues dites régionales ou minoritaires. Ce sondage a été commandé par le Comité régional d'Alsace-Moselle du Bureau européen pour les langues moins répandues et réalisé par l'IFOP auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

A la question : "Seriez-vous favorable ou opposé à ce que la France ratifie et applique la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires ?", 82 % des sondés ont répondu Oui contre 17 % Non. Les opinions favorables atteignent 88 % chez les 25-34 ans et 92 % chez les 18-24 ans. Sur le plan de la localisation, si les sondés des communes rurales se prononcent favorablement à 85 %, ceux des communes urbaines de "province" ne sont pas loin derrière (81 %) ni même ceux de l'agglomération parisienne (80 %). Sur le plan socio-professionnel, les pourcentages les plus élevés sont atteints chez les ouvriers (87 %), les artisans et commerçants (88 %), les agriculteurs (88 %) et les employés (90 %). Sur le plan politique, le Oui est plus massif à gauche (86 %) qu'à droite (75 %), les écologistes l'emportant avec 91 %.

Le 15 juin 1999, le Conseil constitutionnel déclarait la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires non conforme à la Constitution. Saisi d'un projet de modification de la Constitution, Jacques Chirac s'y est opposé. Aussi l'IFOP a-t-il posé une seconde question aux sondés : "Seriez-vous favorable à ce que la France adapte sa Constitution pour pouvoir appliquer cette Charte ? A l'évidence, les réponses obtenues montrent que les Français ont compris que la Constitution de la Ve République n'était plus l'équivalent des Tables de la Loi puisqu'à la question posée, 79 % des sondés ont répondu Oui contre 19 % Non. Les jeunes sont toujours les plus ouverts au changement : 85 % chez les 25-34 ans et 87 % chez les 18-24 ans. Les électeurs de gauche sont favorables à la réforme constitutionnelle à 84 %, contre 73 % à droite et 91 % du côté des écologistes.

En résumé, rares sont les sujets de société, en France, qui peuvent dégager une telle unanimité. La classe politique sait à quoi s'en tenir et ne pourra plus s'abriter derrière de mauvais arguments pour tenter de justifier son immobilisme.

K.G.

Bart Staes, un député européen flamand en Bretagne



Photo Le Peuple Breton/KG

A Carnac, Bart Staes rencontre Céline Mary présidente de "Menhirs Libres" avec Mireille Le Liboux.

Bart Staes, député européen flamand, élu de la Volksunie, était de passage en Bretagne le 19 avril. Elu au parlement européen depuis 1999 avec sa camarade de parti, Nelly Maes, il siège avec les huit autres députés du Parti démocratique des peuples d'Europe - Alliance libre européenne (PDPE-ALE) au sein du groupe parlementaire Vert-ALE qui compte 48 membres.

Avec Mireille Le Liboux, secrétaire des sections UDB du Pays de Lorient, et le porte-parole de l'UDB (et ancien collègue de travail de Bart au parlement européen), le jeune député flamand a rencontré successivement un responsable ostréicole, les animateurs de l'association "Menhirs Libres" de Carnac et des responsables des trois filières de l'enseignement bilingue breton-français.

A Locoal-Mendon, la marée noire toujours dans les esprits

La journée a commencé par une rencontre chez Jean-Noël Yvon, le président du syndicat des ostréiculteurs de la Ria d'Etel qui s'est beaucoup investi dans la lutte contre la marée noire de l'Erika (cf. son interview dans le Peuple Breton de février). A la demande de l'UDB, Bart Staes était intervenu au Parlement européen lors du débat extraordinaire sur les conséquences de la marée noire, qui s'est tenu le 3 mars. Sa rencontre avec Jean-Noël Yvon lui a permis de prendre la mesure de l'état d'impréparation des services de l'Etat face à de telles catastrophes, du manque de moyens matériels et de la lenteur avec laquelle les procédures d'indemnisation sont instruites par le FIPOL (1,4 million de francs versés au 15 avril). Dans le secteur ostréicole, Jean-Noël Yvon a fait état d'une chute des chiffres d'affaires de 30 à 60 % selon les modes de distribution. Pour relancer la commercialisation, Jean-Noël Yvon a pris l'initiative d'un regroupement coopératif avec une soixantaine de producteurs. Pour éviter d'autres catastrophes et sans attendre la mise en œuvre à l'horizon de plusieurs années de mesures techniques comme les navires à double coque, deux mesures de nature à dissuader les compagnies pétrolières de jouer avec la sécurité des hommes et de l'environnement devraient être prises immédiatement au niveau européen : 1) responsabiliser juridiquement et financièrement les affréteurs au même titre que les armateurs, 2) supprimer tout seuil maximum d'indemnisation par le FIPOL (actuellement fixé à 1,2 milliards de francs) pour que les pollueurs soient contraints d'assumer la totalité des dégâts écologiques, économiques et patrimoniaux. Bart Staes a bien reçu le message et s'est engagé à le diffuser au Parlement européen.

A Carnac, le "menhirland" menace toujours

En mars, son collègue, le député gallois Eurig Wyn, membre de la commission des pétitions au parlement européen, avait reçu une imposante délégation de "Menhirs Libre" conduite par la présidente Céline Mary et le navigateur Eugène Riguidel. 17200 pétitions hostiles à l'aménagement commercial des alignements mégalithiques de Carnac avaient été déposées à cette occasion. Bart Staes est venu directement sur le terrain pour constater à quoi l'Union européenne risquait d'employer les 1,8 million de francs qu'elle s'est engagé à verser à l'Etat français... au titre d'un programme européen ("Life") chargé de présever l'environnement (on croit rêver). Bart Staes a été choqué par le double discours de l'Etat français s'agissant de la préservation du patrimoine et de l'environnement : " Il est aberrant qu'on veuille détruire des maisons du Moyen-Age qui ont plus de 500 ans, parce qu'elles portent soi-disant atteinte à l'intégrité du site, alors qu'un bâtiment privé en béton baptisé Archéoscope a été autorisé à la construction au ras des alignements de menhirs au début des années quatre-vingt-dix et que ses propriétaires peuvent continuer tranquillement leurs activités commerciales".

A Ploemeur, rencontre avec les militants culturels

Bart Staes a achevé sa journée militante en découvrant le centre breton Amzer Nevez de Ploemeur. Utilisé au-delà de ses capacités par les fédérations culturelles bretonnes pour toutes sortes de stages de musique, de danse, de langue bretonne, et depuis septembre dernier par le collège Diwan du Morbihan, le centre Amzer Nevez a besoin d'une extension. Ce devrait être chose faite d'ici quelques années avec l'aide de fonds européens qui compléteront ceux du contrat de plan Etat-Région.

Au centre Amzer Nevez, Bart Staes a rencontré des responsables des trois filières d'enseignement bilingue breton-français : Alain Le Coz, président de Diwan Morbihan, Alan Ar Gal, président de Div Yezh (écoles publiques), et Yannig Baron, président de Dihun (écoles catholiques). Les principaux obstacles au développement des filières bilingues ont été présentés : le manque d'enseignants qui résulte de l'absence d'un concours spécifique de recrutement des professeurs bilingues (alors que 485 étudiants suivent des études de breton dans les universités), le refus de reconnaître aux écoles Diwan le statut d'établissements d'intérêt public. Bart Staes a répondu que le Parlement européen avait voté en mars une résolution sur les droits de l'homme en Europe dans laquelle il est demandé à la France de ratifier la Charte des langues. Il a rappelé que cette ratification était une obligation pour les Etats qui souhaitent adhérer à l'Union européenne et que, dans ces conditions, la France ne pourrait plus adhérer à l'Union européenne. Il s'est engagé à écrire une lettre à Jack Lang, nouveau ministre français de l'Education, sur la base de cette résolution du Parlement européen. Il interviendra aussi auprès de l'intergroupe pour les langues moins répandues du Parlement européen, qui compte une soixantaine de membres, pour qu'il interpelle le gouvernement français pendant la présidence française de l'Union européenne, du 1er juillet au 31 décembre.

La journée s'est terminée autour d'une table, à la Tavarn Ar Roue Morvan, avec les militants du Pays de Lorient, dans une ambiance sympathique et décontractée. Mais le cœur n'était pas à la fête. Le matin même, à Quévert, une jeune femme était morte dans l'explosion d'une bombe....

C.G.

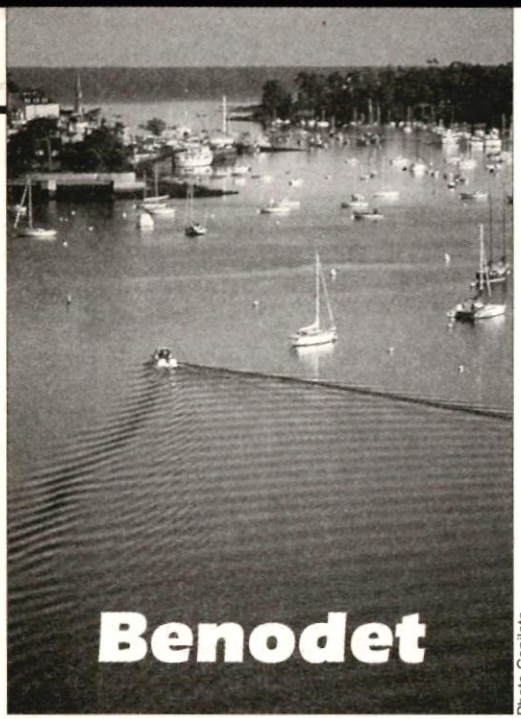


Photo Copilote

Université d'été et Congrès de Régions & Peuples solidaires du 27 au 31 août

Pour la première fois, la Bretagne accueillera cet été l'université d'été et le congrès de Régions & Peuples solidaires. Ce sera du 27 au 31 août à Bénodet en Cornouaille.

La fédération Régions & Peuples solidaires, qui a été fondée à Rennes en novembre 1995, regroupe aujourd'hui 14 formations politiques qui sont adhérentes (UDB, Frankiz Breizh, Union du peuple corse/Scelta Nova, Partit Occitan, Région Provence, Esquerra republicana de Catalunya[1], Partit per Catalunya, Eusko Alkartasuna[2], Parti nationaliste basque, Union du peuple alsacien, Mouvement Région Savoie) ou simples observatrices sans droit de vote (Rassemblement du peuple franc-comtois, Abertzaleen Batasuna[3], Mouvement libéral martiniquais[4]. Elle se fixe pour objectif principal de faire évoluer les institutions françaises vers un fédéralisme à base d'autonomie régionale et de solidarité entre les territoires. Respectant la tradition politique de chaque peuple, elle a décidé de travailler sur un spectre assez large qui va de la démocratie chrétienne (cf. l'adhésion du Parti nationaliste basque en 1999) à la gauche, ce qui n'est pas sans poser certains problèmes d'alliances au plan local mais permet de rassembler les forces autonomistes et régionalistes démocratiques. Elle a essuyé son "baptême du feu" électoral en 1997 en présentant 51 candidats aux élections législatives.

Les journées de Bénodet sont évidemment ouvertes aux adhérents de l'UDB mais aussi aux sympathisants qui souhaiteraient s'informer et échanger avec des militants d'autres peuples et régions. L'hébergement à l'hôtel et la restauration sont assurés à des tarifs préférentiels pour les individuels et les couples, à condition de s'inscrire avant le 15 juin. Pour tout renseignement sur les conditions tarifaires et obtenir un formulaire d'inscription, écrire à : Régions & Peuples solidaires - BP 203 - 56102 An Oriant / Lorient cedex.

(1) : Gauche républicaine de Catalogne. Présente de part et d'autre de la frontière franco-espagnole. Formation historique du catalanisme de gauche d'où fut issu le président du gouvernement autonome de Catalogne de la fin des années trente, Lluis Companys, livré par le régime de Vichy aux franquistes qui l'exécutèrent.

(2) : Solidarité basque. Parti social-démocrate présent de part et d'autre de la frontière franco-espagnole tout comme le Parti nationaliste basque.

(3) : Union des patriotes basques. Mouvement transpartis.

(4) : Formation qui, comme son nom ne l'indique pas, se situe à gauche de l'échiquier politique martiniquais. Le MLM se réfère à un libéralisme philosophique, hérité des ligues anti-esclavagistes anglo-saxonnes du XIX[e] siècle, et rejette l'assistanat économique et social en tant qu'expression d'un néo-colonialisme. Ni départementaliste, ni indépendantiste, le MLM souhaite faire jouer à la Martinique le rôle d'interface entre l'Europe et l'espace caribéen.

Programme des activités

REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES

Dimanche 27 août : accueil

17h-19h : tour d'horizon dans les régions.

Lundi 28 août : ouverture de l'université d'été.

9h30-12h30 et 14h30-18h : les perspectives d'évolution institutionnelle dans les départements d'outre-mer et en Corse. Quelles évolutions dans les autres territoires ? La France sur la voie du fédéralisme interne ?

Mardi 29 août : fin de l'université d'été.

9h30-12h30 : les projets de chaînes de TV régionales (TV Breizh, le projet de chaîne numérique hertzienne de France 3 Ouest...)

Après-midi : détente. Remontée de la rivière Odet jusqu'à Quimper ou quartier libre.

Mercredi 30 août : ouverture du congrès.

9h30-12h30 : ateliers sur la préparation des élections municipales et cantonales de mars 2001

14h30-18h : assemblée générale sur le même sujet et adoption d'orientations.

Jeudi 31 août : fin du congrès.

9h30-11h : élection des nouvelles instances

11h30 : pot d'adieu.

KRAMPOUZ QUITTE POUDREUZIC



Photo Le Peuple Breton/HC

L'usine «Krampouz» qui déménage à 15 kilomètres !

Dans quelques mois, la vingtaine d'employés de l'entreprise Krampouz, spécialisée dans la fabrication de poêles à crêpes, les «biligs», quitteront Pouldreuzic pour la zone d'activités de Pluguffan, soit un déplacement d'une quinzaine de kilomètres...

Ce départ est durement ressenti sur Pouldreuzic qui, comme son maire Ambroise Guellec, vice-président du Conseil régional, ne comprend pas les mobiles de ce déplacement, tant l'image de marque de Krampouz était liée à Pouldreuzic et risque donc de se perdre dans l'anonymat de l'aménagement d'une zone industrielle.

La migration de Krampouz confirme une tendance de plus en plus marquée qui amène des P.M.E. à se recentrer sur l'agglomération quimpéroise ou en bordure de voie express. Ainsi la brûlerie de café Tanneau, de Plonéour-Lanvern et ses 5 emplois ont rallié, eux aussi, Pluguffan. La Laiterie d'Armor quittera bientôt Plonéis pour Riec-sur-Belon et... la voie express. Les conserveries Chacun et Saupiquet se sont recentrées, elles aussi, sur Quimper et la liste est loin d'être close, au vu des informations qui filtrent dans la presse locale.

Il est clair que ces déplacements pour des gains infimes de quelques kilomètres ou minutes, sans création d'emplois, se font au détriment des collectivités locales qui aménagent à grands frais des zones d'activité, et fragilisent les petites et moyennes communes.

Le côté quelque peu irrationnel de ces situations s'explique par la hantise «loin de partout», qui frappe à tous les niveaux : Pouldreuzic est loin de Quimper, Quimper est loin de Rennes, plus loin encore de Paris... Le cancer du centralisme est bien là, ancré dans la population bretonne en général et des chefs d'entreprise en particulier.

En fait, l'agglomération quimpéroise pompe le tissu économique cornouaillais. Faute d'attirer de l'extérieur des services et nouvelles activités ou d'en créer, elle ne joue pas son rôle de poumon économique de la Cornouaille, qui serait de dynamiser le secteur au lieu de le désertifier.

Accabler Quimper, évidemment, ne mènerait qu'à de stériles querelles locales ; la question principale est le rééquilibrage de l'ouest breton, par rapport à l'axe Rennes-Nantes. Ce qui vaut pour Quimper vaut aussi pour Brest.

Il est évident qu'il faudra beaucoup plus que quelques aménagements touristiques, tels Océanopolis ou la Pointe du Raz, pour sauver la Bretagne occidentale : il faut d'abord une volonté politique pour un plan d'ensemble de reconversion comme d'autres secteurs l'ont eu, la sidérurgie par exemple, avec des moyens considérables. Car des milliers d'emplois, de l'Arsenal de Brest à l'agriculture ou l'agroalimentaire, sont en jeu. Actuellement, le P.S., majoritaire en Finistère, au gouvernement, parmi les députés de Bretagne, a les cartes en main pour lancer ce chantier. L'urgence est extrême, la bataille pour la survie économique de la Bretagne occidentale se joue en ce moment.

L. CLEAC'H

LANESTER, LORIENT, BREST : Ombres sur la Navale

Notre camarade Yannick Quénéhervé, maire-adjoint UDB de la ville de Lanester, a adressé le 31 mars dernier la lettre suivante au ministre de l'Economie.

«Monsieur le Ministre,

La direction de l'entreprise Alstom a décidé de faire construire le prochain navire à grande vitesse sur un autre site breton, aux chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, alors qu'initialement ce bateau devait être fait au chantier du Rohu à Lanester.

Dans l'ancien hall central des ex-chantiers Dubigeon de Nantes, remonté ici...

Ce chantier du Rohu, à l'origine Leroux et Lotz puis LNI, aujourd'hui Alstom Leroux Naval (ALN), a bénéficié du soutien du ministère de l'Industrie, d'investissements lourds financés par l'Etat, les collectivités territoriales, la Chambre de Commerce du Morbihan.

La commune de Lanester a réalisé également des travaux d'infrastructure et accordé à l'entreprise des exonérations fiscales pendant cinq ans.

En terme d'emplois, ce sont 200 CDI, 250 intérimaires minimum et plusieurs centaines de postes dans la sous-traitance qui sont touchés.

Les salariés de la navale du Pays de Lorient sont très inquiets et se posent beaucoup de questions, comme leurs collègues finistériens.

A Brest, le personnel et les syndicats de l'entreprise en liquidation, Timo Breizh, dont le principal actionnaire n'est autre qu'Alstom, s'interrogent aussi sur une possible stratégie de concentration des activités à Saint-Nazaire au détriment de Brest et Lanester.

En pleine crise des entreprises de l'agro-alimentaire de la région, d'une difficile restructuration de l'arsenal de Lanester-Lorient et d'une saison touristique déjà saccagée par le pétrole de l'Erika, nous souhaitons qu'un chantier qui a profité des deniers publics (30 MF) puisse, en contrepartie, donner un minimum de garanties pour l'avenir de ses salariés.

Je vous demande, Monsieur le Ministre, de bien vouloir intervenir auprès du groupe ALN pour qu'il rééquilibre le plan de changes de ses différents sites.

Yannick QUÉNÉHERVÉ

BILLET DE (MAUVAISE) HUMEUR

A l'automne, la Poste avait décidé de transférer à Carhaix le Centre de tri de Poullaouën, dans le cadre d'un aménagement du territoire «à l'envers». J'avais alors, au nom de l'UDB, écrit au Directeur départemental de la Poste du Finistère pour lui demander les incidences que cela aurait sur le courrier. Il m'avait répondu de ne pas m'inquiéter, que le courrier serait distribué à Poullaouën à peine plus tard dans la journée. Il avait juste oublié de me dire quel jour !

Avant, une lettre postée à Poullaouën pour Poullaouën était gardée sur place et distribuée le lendemain matin. Maintenant, une lettre postée à Poullaouën passe par le centre de tri de Carhaix pour être envoyée... au centre de tri de Brest, dont elle revient par le même chemin.

Alors, poussons le bouchon un peu plus loin : je poste à 17 h une lettre pour l'autre bout du bourg de Poullaouën. La levée est faite depuis 16 h 30 ! Pas de chance. Ma lettre partira pour Brest le lendemain soir, pour, si tout va bien, être distribuée le surlendemain. Conclusion : j'aurais plus vite fait d'y aller.

C'est ce que la Poste appelle le progrès...

Christian PIERRE

Aviculture : Il n'y a pas de fatalité mais sans doute pas mal d'escrocs

La filière avicole est au bord de l'éclatement : dépôts de bilan en cascade, salariés licenciés, éleveurs en grande difficulté. La filière grand-export est la plus touchée. Cette production est concentrée en Bretagne autour des groupes Doux, BSAD et Unicopa. De très faible qualité et de valeur ajoutée médiocre, elle n'est pas, compte tenu des prix mondiaux, concurrentielle sur les marchés internationaux et ne tient que par un jeu de subventions à l'export, appelé restitution. Ces subventions permettent de compenser l'écart entre les prix mondiaux et le prix de revient en France. C'est ainsi qu'environ 10 à 20 % de la valeur du produit est versé sous forme de subvention par la Communauté européenne aux entreprises exportatrices.

Les décisions de l'OMC en 1994 ont entériné la mort programmée de ces restitutions. La disparition des aides à l'export est donc prévisible depuis 5 ans. Tout chef d'entreprise digne de ce nom aurait utilisé ce délai pour changer de cap à son entreprise en recherchant de nouveaux marchés ou une meilleure valeur ajoutée à son produit, ceci afin de pérenniser les outils de production.

Ils l'ont fait mais à leur manière : l'un est parti au Brésil produire du poulet et concurrencer la propre production bretonne ; l'autre, à coup de subventions publiques, a ouvert des usines de découpe mais, au lieu de découper du poulet breton, il importe pour ses usines du poulet du Brésil ou de Chine !

Ne parlons pas des sociétés créées et liquidées en 2 mois afin de spolier les producteurs. L'une d'elles affiche un chiffre d'affaires de 400.000 F et une perte de 300.0000 F et plusieurs millions de dettes. Cherchez l'erreur. Certaines se sont associées à coup de clauses de non-concurrence et rendent en l'état toute solution de reconversion industrielle impossible.

Ne parlons pas des politiques qui ont trouvé dans cette crise un moyen efficace de régler le problème de la pollution. Quelques milliers de m² de poulailler en moins !!! Mais n'oublions pas que quelques milliers de m² de poulailler en moins, c'est beaucoup d'agriculteurs qui disparaissent particulièrement en Bretagne. Ce sont des centaines d'emplois dans l'agro-alimentaire perdus, certes peu valorisants mais peut-on faire la fine bouche ?

Si la réduction des surfaces semble inéluctable, il importe que ces industriels prennent leur responsabilité dans la reconversion sur la base d'une production de qualité afin de sauver ce qui peut l'être. Il importe également que les politiques soient plus respectueux des deniers publics en vérifiant la véritable destination de ceux-ci et en excluant du dispositif les entreprises non citoyennes.

A.T.

La fin des eaux en bouteille ?

La qualité inégale de l'eau du robinet a provoqué en Bretagne, depuis quelques années ou dizaines d'années, une forte consommation d'eau minérale ou d'eau de source. Dans un pays où les revenus familiaux ne sont pas toujours très élevés, cette question pose un problème de service public. Chaque responsable d'un service d'eau, comme chaque élu, s'interroge sur la question de la reconquête de la qualité de l'eau du robinet.

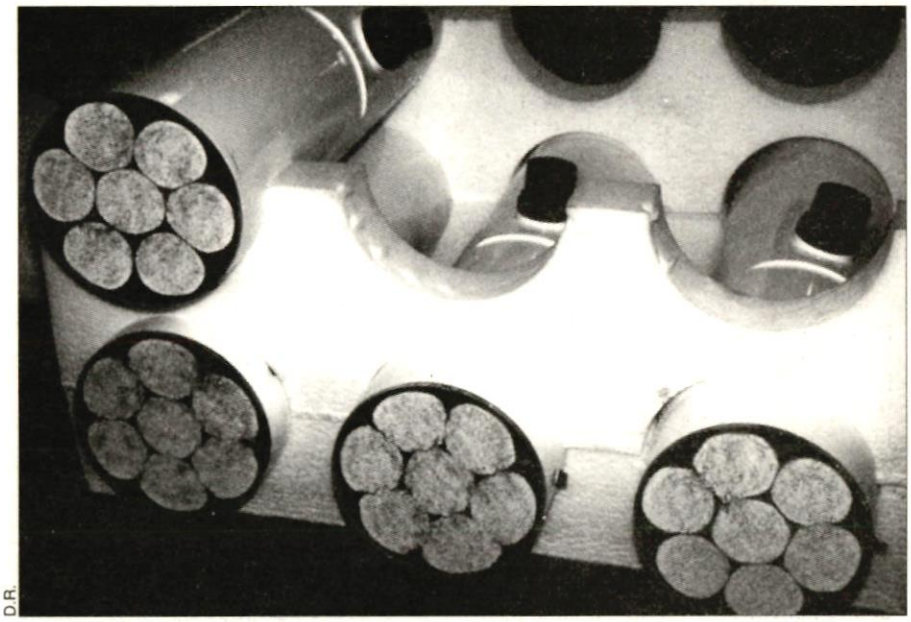
Personne ne détient de solution miracle, mais « Le Peuple Breton » apporte un élément d'information non négligeable en évoquant le cas de l'amélioration de l'usine d'eau de Coet er ver, près de Hennebont, qui alimente les communes de Lorient et Lanester.

En 1997, des analyses de « pesticides » ont montré des concentrations de l'ordre de 3 microgrammes par litre dans l'eau brute du Blavet, ce qui évidemment ne pouvait permettre d'atteindre, par un procédé classique de potabilisation, la limite réglementaire de 0,1 microgramme [1] par litre dans l'eau potable.

On a immédiatement employé des procédés à base de charbon actif qui ont limité les dégâts dans toute la mesure du possible. Chacun sait que la chasse aux pesticides est un art difficile, puisqu'il faut souvent plusieurs semaines avant d'obtenir un résultat d'analyse portant sur la cinquantaine de produits utilisés majoritairement par les agriculteurs, par les structures collectives (mairies, SNCF, DDE...) et par les particuliers (jardiniers). Donc, il faut s'appuyer sur d'autres méthodes plus ou moins partielles, comme les « tests Elisa », qui permettent de détecter en une demi-heure la présence de la fameuse atrazine. Pour l'instant, en général, quand il n'y a pas d'atrazine dans l'eau, on a assez peu de chance de trouver une forte concentration des autres produits phytosanitaires...

Ainsi, bien qu'on ait fait des analyses après chacune des journées pluvieuses entraînant une chute de plus de 10 mm d'eau, on n'a constaté en 1999 que 2 dépassements légers dans l'eau du Blavet potabilisée (0,11 microgramme de déséthylatrazine le 8 juin et 0,11 microgrammes d'atrazine le 20 juillet). On dispose pour cette année 99 de 35 mesures réalisées soit par le District, soit par la CEO, soit par la DDASS du Morbihan.

Pour sortir cependant de cette méthode un peu bricolée, le district de Lorient a décidé de reprendre complètement le traitement de l'eau du Blavet. Après étude par la S.A.G.E.P (Société responsable de la qualité de l'eau distribuée à Paris) et ouverture d'un appel d'offres, le procédé « Cristal » de la maison Degrémont a été retenu. La principale caractéristique de la nouvelle usine sera l'ultrafiltration, c'est-à-dire l'élimination de toute impureté d'une taille supérieure à un centième de micron. Tous les micro-organismes, du type bactéries, microbes ou virus seront retenus sur les filtres dont l'installation est illustrée par 2 photos ci-contre.



D.R.

Plusieurs milliers de fibres doivent être associées pour obtenir une quantité d'eau efficace au niveau de la production d'eau potable.
On voit ici une coupe de cylindres regroupant chacun 15.000 fibres.

De plus, l'eau subit une préozonation (qui remplace la préchloration créatrice de dérivés chlorés), une régulation de l'acidité et une reminéralisation par la chaux ou le gaz carbonique, ce qui la rend moins agressive pour les canalisations, une coagulation par le chlorure ferrique préférable au sulfate d'aluminium (en particulier pour les risques du côté de l'hémodialyse), et une addition systématique de charbon actif en poudre qui est maintenu au contact de l'eau à traiter plus longtemps que dans les procédés classiques. Ainsi, le constructeur garantit une eau potable en continu à moins de 0,1 microgramme de pesticide par litre tant que la concentration est inférieure à 2,5 microgrammes par litre dans l'eau brute.

Il n'a pas été question de nitrate. En effet, cette espèce n'est pas éliminée par l'ultrafiltration.

Il n'a pas été question de prix. Le coût spécifique de l'ultrafiltration est de l'ordre de 0,50 F par m^3 d'eau traitée, investissement et fonctionnement compris. Le consommateur paie 17 F par m^3 actuellement à Lorient.

Voilà donc un procédé qui n'est pas parfait, mais qui présente l'avantage d'éliminer bactéries et virus, en n'augmentant le prix de l'eau que de 3 % environ.

Dans la situation actuelle du Blavet, il permet très généralement de fournir de l'eau de bonne qualité globale, et donc d'éviter d'acheter de l'eau de source ou de l'eau minérale (dont la qualité bactériologique est beaucoup moins suivie à l'échelon de la vente que celle de l'eau du robinet !). En économisant seulement 3 F d'eau en bouteille, on compense l'augmentation de 0,50 F sur 6 m³ (c'est-à-dire la consommation mensuelle de 2 personnes économes en eau !). A plus long terme, on réalise évidemment une économie bien supérieure.

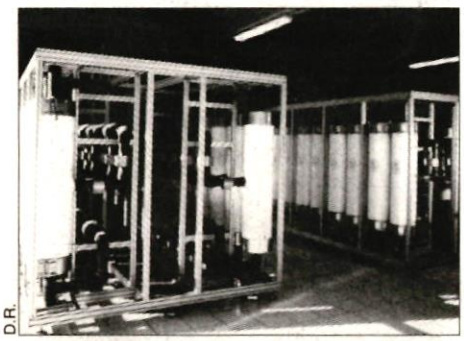
Néanmoins, le procédé maintient intacte l'exigence d'un combat pour la bonne qualité de l'eau en amont pour plusieurs raisons. Actuellement, le Blavet atteint ou dépasse les 50 mg de nitrates par litre d'eau pendant quelques semaines chaque année. Or l'usine ne traite pas les nitrates... Ensuite, les pesticides ne doivent pas dépasser la concentration limite de 2,5 microgrammes par litre. Cette limite est rarement atteinte, mais elle l'a déjà été...

Dans la mesure où cette technique permet d'éviter d'acheter de l'eau en bouteille, elle offre à de grands buveurs d'eau une économie suffisante pour payer leur facture d'eau (à Lorient, un consommateur économe dépense aujourd'hui 1,70 F par jour pour 100 litres d'eau du robinet !).

Evidemment, la qualité de l'eau rejoint la question, plus vaste, de celle de la nourriture en général (et celle des légumes, en particulier), sans parler des autres aspects environnementaux....

Joël GUÉGAN
Adjoint au maire et conseiller chargé de l'eau à la communauté d'agglomération du pays de Lorient

(1) Le microgramme est la millionième partie du gramme.



D.R.

Chaque unité de production contient un nombre de cylindres adapté aux objectifs de capacité de l'usine.

Jours tranquilles à Berrien

Un professeur de biologie en fac de Brest, militant à « Bevañ e Menez Are » ainsi qu'à « Eau et Rivières » et à la SEPNB, est actuellement dans la ligne de mire du lobby porcin. Avec sa compétence et sa rigueur de biologiste, il a démonté un à un des dossiers d'impact bidons, destinés à faire passer la création de porcheries sur le canton de Huelgoat, jusqu'ici à peu près préservé.

Jean-Paul Guyomarc'h, c'est son nom, est aujourd'hui l'objet d'une campagne de diffamation avec appel au lynchage. Une lettre anonyme circule à Berrien, où il habite. Elle déclare ouverte « la chasse au guyomarc'h, animal nuisible ».

Une dizaine d'associations de protection de l'environnement ont décidé de ne pas le laisser s'exposer seul à la vindicte de quelques têtes brûlées. Avec lui, elles ont porté plainte en gendarmerie.

A travers cette histoire d'environnement se trouve posée la question d'une forme de fascisme agricole rampant. Le modèle porcin breton n'a certes plus le vent en poupe mais c'est en partant que la bête se montre la plus dangereuse (« in cauda venenum : dans la queue, le venin »). Ce même lobby appelle par ailleurs au lynchage de François Dufour et José Bové lors d'une signature au salon du livre de Saint-Ségal les 29 et 30 avril.

A Berrien, une autre lettre a été distribuée, pas du tout anonyme celle-là :

«Description d'un auteur de lettre anonyme.

Un phénomène que l'on croyait en voie de disparition vient d'apparaître sur la commune de Berrien : l'auteur de lettre anonyme. Il sévissait déjà sous l'occupation pour dénoncer ses voisins à la Kommandantur. Aujourd'hui, il opère de la même manière en s'avançant masqué, en déposant des lettres en mairie, en faisant circuler des torchons nauséabonds, en faisant croire qu'il constitue une force, en s'imaginant que les paysans sont avec lui, en misant sur la lâcheté de quelques trouillards.

Le signataire anonyme se croit en pays conquis, en pollution acceptée, en diffamation impunie. L'espace lui appartient, les rivières et les champs lui ont été donnés de droit divin. Tout le monde doit s'écraser pour laisser passer sa merde. Il se croit très malin, car il fait rire les taupes qui sont de la même famille, creusant à la tombée du jour pour ne pas être vues.

Très courageux, il se planque derrière son tas de fumier, joue à cache-cache derrière sa tonne à lisier, planque ses doigts de pieds dans sa fosse à purin. Comme l'autruche, il croit se dissimuler en enfouissant sa tête dans le sable.

Il oublie qu'ici, c'est du granit et qu'il va s'y casser le nez. »

Et c'est signé :

Patrick EWEN, Hervé JAOUEN, Jean KERGRIST et Gilles SERVAT

Chaque mois depuis 1969

armor magazine

présente et commente

LA VIE BRETONNE

B.P. 419 - 22404 LAMBALLE CEDEX

"Jos Le Doare" : un centenaire

La société Jos Le Doare fête aujourd'hui son centenaire. Pour l'occasion, le 15 juin 2000 à Châteaulin, une exposition retracera 100 ans de photographies en Bretagne. Les cartes postales "Jos le Doare", c'est un peu notre patrimoine à tous. Une bonne raison de rencontrer M. Jacques Genest, directeur actuel de l'entreprise.

Le Peuple Breton : *Cent ans pour une entreprise, c'est un bail ! En un siècle, combien avez-vous eu de dirigeants ?*

"Trois générations de Le Doare se sont succédées à le tête des Editions ; tout d'abord Jean Marie, de 1900 à 1950, créateur d'un studio de photographies à Châteaulin. Ensuite Jos, de 1930 à 1976, a développé l'édition de cartes postales sur l'ensemble de la Bretagne et enfin, Dominique, photographe en 1962 puis directeur à la mort de son père, a mené l'entreprise jusqu'en 1997, date du rachat de celle-ci par le groupe Editor.

En ce qui me concerne, entré comme comptable en 1983, je suis devenu, avec le soutien de Dominique, le Directeur de la société Jos le Doare lors de la cession de l'entreprise".

P.B. : *A qui appartient l'entreprise aujourd'hui ?*

"Travaillant depuis plusieurs années en collaboration avec le Groupe Editor, société spécialisée dans l'édition de cartes postales, Dominique Le Doare, à l'approche de la retraite, ne trouvant pas de repreneur au sein de la famille Le Doare, a décidé tout naturellement de céder l'entreprise à M. Henry Condamine, PDG du goupe Editor, avec qui les relations étaient depuis toujours cordiales et chaleureuses".

P.B. : *Combien votre activité génère-t-elle d'emplois ?*

"15 personnes travaillent en permanence à l'entreprise tout au long de l'année avec une pointe à 18 personnes au moment des expédition du début de saison, entre le 1er mars et Pâques".

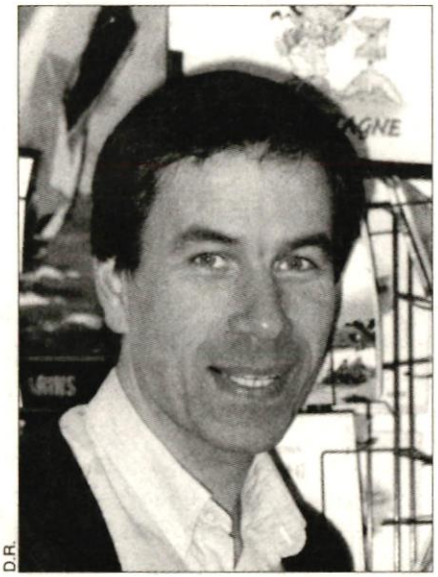
P.B. : *A consulter votre catalogue de produits, on a l'impression que la culture bretonne occupe une place croissante dans votre production. Est-ce seulement une mode, ou une volonté de l'entreprise ?*

" La culture bretonne a toujours occupé la place importante aux Editions Jos Le Doare et il suffit de regarder les collections qui ont été éditées depuis le début du siècle pour se rendre compte au premier coup d'œil du profond enracinement en Bretagne.

Les premiers livres édités par la Société datent des années 50 et traitaient déjà de sujets religieux bretons. Ensuite sont venus, avec le développement du tourisme des livres plus spécialement axés sur le patrimoine architectural et culturel de la Bretagne".

P.B. : *Quelle est la place de la langue bretonne dans cette démarche ?*

Régulièrement, nous sortons des collections avec des traductions en breton, notamment les collections de vœux qui sont plus orientées vers un public régional. Dans les autres collections, destinées à un public de touristes principalement de juin à septembre, nous avons préféré privilégier les traductions en anglais et en allemand afin de permettre à cette clientèle de mieux découvrir la beauté et la richesse des monuments et paysages de Bretagne".



D.R.

M. Jacques Genest.

P.B. : *On dit que le produit phare de vos éditions de cartes postales ce sont les "recettes de cuisine" bretonnes. Est-ce vrai ?*

"Les cartes de recettes bretonnes sont bien entendu dans les produits obtenant les meilleurs scores de vente et ce, depuis maintenant de nombreuses années. Je ne pense pas qu'il existe de touriste ayant séjourné en Bretagne qui ait résisté au plaisir de goûter une crêpe ou un morceau de far..."

P.B. : *Votre partenariat officiel avec Brest 2000 est une véritable consécration pour la maison de Châteaulin. Pour la circonstance, avez-vous créé des produits nouveaux ?*

"C'est tout naturellement que nous avons proposé à Brest 2000 d'être le partenaire officiel pour l'édition des cartes postales. Nous avons suivi, depuis maintenant une trentaine d'années, le regain d'intérêt pour la culture maritime en Bretagne et nous avons photographié, tout au long de ces années, l'évolution de la flotille sur nos côtes.

La mer, au même titre que la terre, la culture et l'architecture, est une constituante essentielle du patrimoine breton.

Nous avons enrichi nos gammes actuelles en y apportant une collection spéciale Brest 2000 se basant sur nos archives photographiques. Des posters, des cartes postales, du papier à lettre, des enveloppes et des cartes panoramiques 9 x 23, "logotées" Brest 2000, seront disponibles dès le mois de mai dans la région et, bien entendu, à l'occasion de la fête".

P.B. : *Jadis, les sujets de prises de vues (et les ventes de cartes) se faisaient dans la Bretagne à 5 départements ? Qu'en est-il en 2000 ?*

"Nous avons toujours été présents sur l'ensemble des 5 départements bretons et nous entendons bien continuer dans cette voie. Les cartes postales Jos le Doare sont présentes de la pointe du Raz à l'ouest jusqu'à Fougères et Vitré à l'est, du Mont Saint-Michel au nord, à Nantes au sud.

Ceci ne nous empêchant pas de vendre nos produits autour de la gare Montparnasse à Paris et peut-être bientôt à tous les Bretons du monde ayant le mal du pays, via internet..."

P.B. : *Quels sont les projets éditoriaux des Editions d'Art Jos Le Doare ?*

"Nous allons diffuser pour la première fois en cette année 2000 la bande dessinée de M. Lindier, de Montgermont, d'un petit personnage dénommé Alan, qui reçoit son petit cousin parisien pour les vacances. De petites histoires humoristiques se succèdent tout au long des 48 pages de ce premier tome.

Nous avons, bien entendu, de nombreux autres projets en cours, mais comme dans toute industrie, il faut savoir tenir secret ses projets...."

Propos recueillis par Ronan LEPROHON

L'école à l'encan

Toujours le capitalisme conquiert de nouveaux territoires pour élargir la base d'extraction du profit. Aujourd'hui, devenu planétaire, il s'attaque à l'enseignement afin de repousser les limites de l'épuisement possible du profit. L'école doit devenir rentable, devenir un vaste marché. *L'horreur pédagogique* est annoncée.

Les nouveaux chevaliers de la Table ronde

C'est en 1983 que fut fondée l'ERT (European Round Table). Cette table ronde réunit les dirigeants des plus grandes firmes européennes de l'industrie et des services. Elle compte actuellement 47 membres et s'inscrit, par ailleurs, dans son équivalent mondial, la Chambre internationale de commerce qui, elle, est riche de 450 heureux «élus». Qu'y fait-on ? On y cogite sur l'avenir du monde. On y élabore des documents de travail sur lesquels planchent les membres de la Commission européenne dont les propres rapports peuvent être, de manière fort troublante, très proches des documents initiaux. Il en va ainsi de la question de l'éducation à laquelle les nouveaux chevaliers de la guerre économique s'intéressent tout particulièrement, surtout depuis qu'ils ont pris le contrôle des réseaux de communication auxquels sont désormais reliés tous les ordinateurs de la planète.

C'est bien là que réside la raison de l'offensive du capitalisme sur l'Ecole. Après avoir mis la main sur les réseaux – le téléphone est privatisé ou en voie de l'être partout – les firmes multinationales de l'économie de l'information ont le projet extrêmement «juteux» de vendre des programmes d'enseignement à distance via l'Internet. Leur rêve, parfaitement réalisable : que tous les jeunes soient équipés, au domicile familial, d'un terminal pouvant recevoir ces programmes. Marché gigantesque !

Pour le moment, un problème demeure. L'enseignement à distance est très réglementé par chaque pays membre de l'Union européenne. Une firme américaine – ou allemande – ne peut pas faire de télé-enseignement en France. On comprend pourquoi l'ERT est si proche de l'Autorité européenne. Elle a besoin que les lois changent, que dans ce domaine-là aussi on déréglemente. Pour cela, il faut convertir les commissaires européens aux bienfaits de cette nouvelle croisade contre un service public si désuet aux yeux des ultra-libéraux[1].

C'est l'école qu'on assassine

On comprend aussi que l'Ecole actuelle, lieu encore protégé où on apprend progressivement les valeurs – autres que les valeurs boursières – qui forment le futur citoyen, perturbe grandement les plans tirés sur la comète par les marchands aux dents longues. Ils l'avouent sans fard. Dans l'un de leurs écrits non secrets, ils déclarent que les enseignants n'ont pas suffisamment le sens des affaires et du profit[2]. Il faut d'urgence les mettre au pas ou alors les court-circuiter.

En fait, ces gens et leurs complices politiques ne parlent déjà plus de connaissances mais de compétences. Il ne s'agit plus de faire, par l'enseignement, un individu libre et responsable, capable de choisir parmi divers modèles de vie celui qui lui convient le mieux, mais de le formater aux savoir-faire directement utilisables au sein des lieux de la production marchande.

Edith Cresson, alors commissaire européen à l'Education, s'était fait le chantre de cette redoutable efficacité. Elle nous parla un jour de la «Carte des compétences qui sera demain le véritable passeport pour l'emploi». Voyons un peu ça de plus près, les idées lumineuses faisant rapidement leur chemin…

A partir de quinze ans, les jeunes munis d'un terminal informatique se formeraient par des programmes privés marchants – que leurs parents tellement soucieux de leur avenir paieraient volontiers – et pourraient régulièrement évaluer leur niveau «professionnel» atteint en insérant la Carte des compétences dans un lecteur de carte à puce. Au moment de chercher un emploi, il suffira de se connecter à un site Internet d'offres d'emploi. A chaque offre correspondra un nombre de points nécessaires. Le serveur retiendra la candidature si la Carte des compétences atteste que ce nombre est atteint. Fabuleux, non ?

Les enseignants, descendus nombreux dans la rue ces temps derniers, trouvent cela effrayant quant à eux. C'est cette soumission affreuse de l'Ecole au marché qu'ils refusent plus ou moins confusément. Dans l'intérêt des enfants d'aujourd'hui et de demain. Ont-ils été compris ?

Yann FIÉVET

(1) A lire absolument : Gérard de Sélys, Nico Hirtt, Tableau noir – Résister à la privatisation de l'enseignement, EPO, Anvers, 1999.

(2) E.R.T., Education et compétence en Europe, janvier 1989.

POBL VREIZH

Triwec'hvet rann :

Kaozioù Erwan Gerbrad



Eus an aod vev d'ar c'hoad don

(Danevell diembann gant Fañch Treger
Skeudenn gant Nanda Troman)

Azezet ouzh taol e ostaleri Ti Janig, ur werennad win dirazañ, emañ Erwan Gerbrad o kontañ kaozioù evel bemdez da Visant ha da Varia en o c'hoazez en e gichen hag ivez da bratikoù all an ostaleri harp ouzh ar c'hontouer o divskouarn gante war evezh.

Ur gordenn evit en em grougañ

Anavezout a rez Soaig ar Vilin Ruz, Visant ?

– Ya, abaoe pell 'zo !

– Ac'hanta an deiz all eo bet duman : «N'az pije ket, emezañ un tamm pennad kordenn da brestañ din ?

– Feiz, geo m'on-me. Unan penaos 't eus ezhomm, ul landenn pe un tortis ?

– O ! emezañ un tamm landenn a zo mat. Evit en em grougañ eo.

– Neuze, m'on-me, c'han da gerc'hat unan dit met arabat dit ankouaat degas anezhi din d'ar gêr pa 'po echu ganti, hañ ?

Ne veze ket gwelet Lannuon gant an tiez (Emañ Anna o tont tre e-barzh an ostaleri)

– Ac'hanta, Anna, echu eo marc'had Lannuon ganeoc'h ?

– Ya, paotr, echu eo ganin.

– Tud a oa ?

– Ya, paotr, ur bern tud a oa.

– Neuze 'peus gwelet kêr ?

– 'Meus ket 'vat, paotr.

– 'Peus ket gwelet kêr Lannuon ?

– Nann, paotr, ne veze gwelet mann ebet gant an tiez.

– 'Peus ket gwelet kêr Lannuon ?

– Nann, lâran dit, re uhel eo an tiez. Ne vez gwelet mann ebet gante.

Ne sav penn ebet

– Erwan, penaos emañ ar vuhez gant Job ar C'here, ivez ?

– O ! ma Doue, hervez ar pezh 'm eus klevet ne sav penn ebet ken.

– Neuze eo fallaet sur, eme Maria. N'eus ket pell e lâre e wreg din e veze etre e wele hag er-maez.

– Etre e wele hag er-maez ! N'eo ket posupl peogwir evel ma lâran dit, ne sav penn ebet ken.

Piv 'zo c'hwez fall gantañ evel-se ?

– Piv 'zo c'hwez fall gantañ evel-se ? eme Erwan.

– N'eo ket me, eme Visant. Me, pa vramman ne ran nemet trouz.

– Me, eme Erwan, pa loufan ne vez nemet c'hwez fall ganin met aze n'am eus ket graet.

– Me, eme Maria ne vez na trouz na c'hwez fall ganin.

– Evit petra a vrammez, neuze ? eme an daou all.

Gouelini o vale war ar mor

Gwech ha gwech all, eme Erwan e yan d'ober un tamm tro pesketa gant Yannig ar Gov en deus ur vag du-hont e Ploumanac'h. Ur wech e oamp o pesketa brezhili e-kichen ar Jentilez. Tri a oamp war ar vag, Yannig, Soaig an Impalaer ha me. Kregiñ a rae ar pesked ha n'hon oa ket kalz a amzer da gaozeal. A-greiz-holl e savas ur vorenn stank. Ne veze gwelet mann ebet en tu all da benn a-raok ar vag. Nec'het a-walc'h e oamp, Soaig ha me, rak gouzout mat a raemp eo dañjerus tro-war-dro d'ar Jentilez kement a gerreg ma 'z eus a bep tu. N'eo ket hep raezon e rae ar re gozh «al loened drouk» dioute.

Yannig ar Gov, daoust ma oa ur martolod anezhañ, ne lâre ket kalz tra rak nec'het e oa un tamm bennak ivez, moarvat. Ober a rae e seizh gwellañ evit sturiañ ar vag er vorenn.

A greiz-holl Soaig a oa e penn a-raok a huchas :

– Deuit da welet, emezañ ! Deuit da welet ! Amañ 'zo gouelini o vale war ar mor.

– Gouelini o vale war ar mor ? eme Yannig.

– Ya, sur, eme Soaig. Deuit da welet anezhe o rodeal !

A-vec'h e voe echu e gomzoù gantañ ma voe klevet un trouz pounner hag ur stroñs kreñv spontus a daolas ac'hanonp a-benn-bouzell an eil war egile e-barzh ar vag. Aet e oa homañ da skeiñ a-enep d'un dra bennak. Diwezhatoc'h, pa voe savet ar vorenn e weljomp e oa bet kaset ar vag gant ar red betek tevennoù ar Porzh-Gwenn e-lec'h e oa en em gavet war an draezhenn.

An tammoù n'int ket torret

– Janig, eme Visant, degas pep a vannac'h deomp mar plij.

– Petra po ?

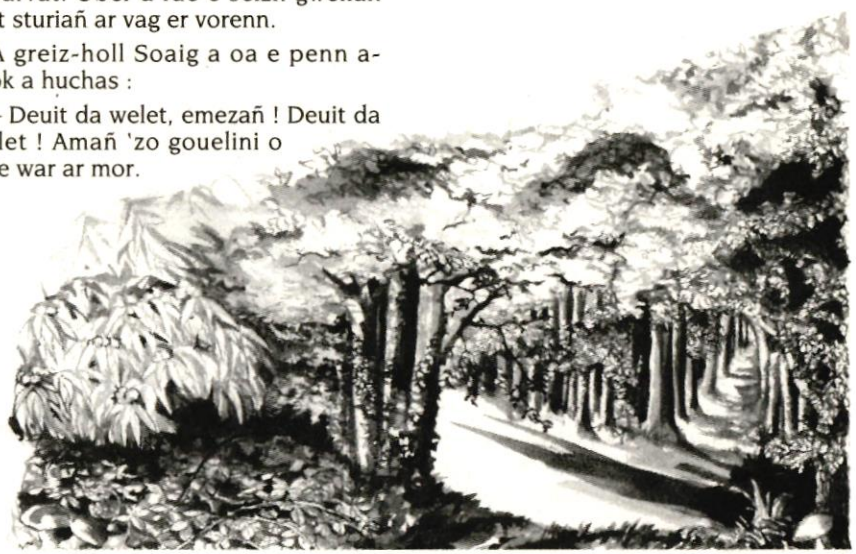
– Feiz, memestra, evel-just.

– Mat eo, erru on.

(En ur servijañ an tri fratik e tiskaras Janig ur werenn a gouezas war al leurdi hag a voe brizhilhonet.)

– Ma, ivez, emezi, n'ouzon ket petra a zo erru ganin hiziv met teuk on ken ec'h on. Homañ eo an deirvet gwerenn din da derriñ abaoe hiziv beure.

– Bâ ! eme Yann, arabat dit ober gwad fall. An tammoù n'int ket torret !



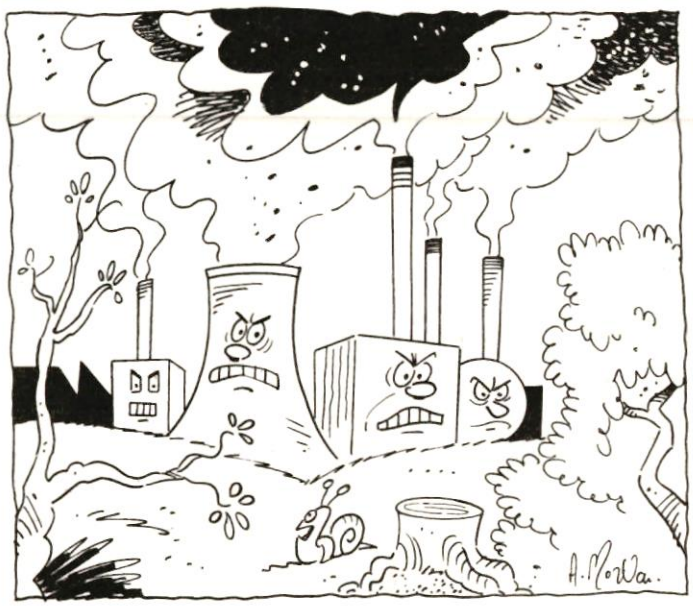
EKOLOGIEZH
Reuz an hin, reuz an dud

Diazezet eo hon nerzh industriel war implij danvezioù gremm evel ar petrol pe ar glaou a laka o dilaoskadennoù gaz an efed ti-gwer da dizhout ul live uheloc'h uhelañ. Ne vefe ket tu d 'ober hep an efed-se dre ma zalc'h war an douar al lodenn eus sked an heol a vez ezhomm evit lakaat ar vuhez da badout. N'eo ket koulskoude hon ekosistemoù evit gouzañv ar c'hresk a zo gantañ hiziv an deiz.

30 % muioc'h a zioksin karbon a vez hiziv an deiz en aergelc'h eget ma oa e 1750. Ma ne vez graet netra evit taliñ ouzh ar c'hresk-se e vo moarvat div wech muioc'h eus ar gaz-se en aergelc'h pa grogor gant eil hanterenn ar c'hantved a zo o paouez kregiñ eget ma oa e derou an dispac'h industriel. Derez-gwrez keitat an douar a c'hellfe gounit etre 1°C ha 3,5°C, endra ma oa bet gounezet gantañ 0,5°C e-pad an XXvet kantved. Gwallaozet e vo red an dour war hor planedenn. Gouzañv a raio lod toleadoù muioc'h a brantadoù sec'hed, endra ma vo drastet reoù all gant lanvadoù dour-beuz. War uhellaat ez aio live gorre ar morioù ha tonket e vo tud an izeldirioù ha re lod inizi evel an atolloù da zivroañ. Rakjedet ez eus bet e vo ouzhpenn 150 milion a repuidi evit abegoù ekologel e 2050. Mont a raio da get broioù'zo evel Maldivez ha lodennoù bras eus reoù all evel Bangladesh.

Emeur dija o c'houzañv an efedoù drastus lakaet e-barzh an hin gant ar saotradur : barradoù avel oc'h ober o reuz hag o freuz dre Europa, an dour-beuz o tistruj toleadoù ec'hon e Venezuela hag e Mozambike. Tric'hementet eo bet niver ar gwallzarvoudoù naturel ha navc'hementet ar mizoù digoll abaoe ar bloavezhioù tri ugent, ar pezh a laka ar c'hompagnunezhioù asurañs da duañ gant an ekologourien pa zeu anat dezho ne c'hellint ket goulenn digant o fratikoù ar skodennoù a vo ezhomm evit digoll gouzañverien ar gwallzarvoudoù dazont.

Seul enkrezusoc'h eo ar gudenn, ma kresk ar goulenn danvezioù gremm gant ar broioù war hent an diorren. 5,926 miliard a fustadoù petrol a zo bet gwerzhet er bed e 1992 ha 6,250 miliard e 1996. C'hoant o deus tud ar broioù-se tizhout, mod pe vod, live bevañ re ar broioù industriel kozh. Anat e teu dre vuzuliañ efedoù adtapadenn an dale war, da skouer, tachenn an implij karr-tan, ne vefe ket hon endro evit padout gwall-bell ma vefe torret o c'hoant. 670 milion a girri-tan a zo o vont hag o tont war hentoù ar bed hiziv an deiz (35 milion e oant er bloavezhioù 30, 200 milion er bloavezhioù 60). Ma vefe an holl o vevañ evel Amerikaned an Hanternoz (8 karr-tan evit 10 den), e vefe 4,8 miliard a girri-tan war an douar. Tizhout a rafe buan an efed ti-gwer ul live dic'houzañvus ha mont a rafe da hesk pourvezioù petrol ar bed e korf un nebeud bloavezhioù.



Efedoù El Niño

War washaat ez a ivez ar gwallvagadur abalamour d'an emdroadur-se. Hervez an F.A.0 e vefe tremenet niver ar broioù gwallaozet gant an diouer a voued eus 29 e 1997 da 63 e 1998. Kreskiñ a ra neuze niver an dud tizhet gant ar verrentez padus war-lerc'h bezañ digresket un tamm mat un nebeud bloavezhioù'zo. Lakaet e oa bet da giriek d'an enkadenn-se, efedoù emdroadur diwezhañ an hin, evel da skouer, ar c'hemmoù degaset enni gant ar from vor domm El Niño. Troioù kamm an hin a c'hell koulskoude kuzhat ivez kiriegezh an dud. Milionoù a dud a rank ober kof moan e-barzh broioù a vez dastumet enno a-walc'h a voued evit magañ an holl. Ma vezont ken niverus ez eo dreist-holl abalamour e chom re zister o galloud prenañ. Fazioù a zo bet graet ivez oc'h implij betek re un douar labour re vresk.

Lesanvet eo bet El Niño, ar Mabig Jezuz, gant pesketaerien eus Perou, ar from domm-se a dizh o aodoù bloavezhioù'zo da vare Nedeleg. Drastus e oa bet efedoù ar from-se e-pad ar bloavezhioù 1982-1983. Gwallaozet e oa bet forzh broioù eus Amerika ar Su gant liñvadennoù priek eus ar re spontusañ, endra ma c'houzañve Aostralia ha Meksik, reuz ar sec'hed ha ma tremene korc'hwezhioù niverus dre Bolinezia. Distrujus eo bet ivez an hini diwezhañ e fin ar bloavezhioù 1990. Abalamour d'ar sec'hed degaset gantañ er Reter Pellañ ez eus bet roet un nerzh digustum d'an tanioù c'hwezet`e meur a lec'h er c'hoadeier gant al labouererien douar evit ober o gounideredezhioù war zevadur. Kendalc'het o deus an tanioù-se gant o hent hep bezañ lazhet gant ar glaveier evel ma c'hoarveze betek-hen ha pulluc'het ez eus bet takadoù divent, o saotrañ an aer er rannved en he fezh. Dont a rae gwallefedoù El Niño ouzhpenn-se er Reter Pellañ d'ur c'houlz ma oa broioù industriel nevez ar c'hornadse o c'houzañv un enkadenn ekonomikel a lakae feur an difred da greskiñ er c'hêrioù bras. Da heul diskar trumm o galloud prenañ, ne c'helle ket ar re a veze o paouez koll o labour, bevañ hep un aluzen ne oa ket o bro tizhet gant sec'hed evit pourchas dezho hep enporzhiañ.

Chom a ra c'hoazh dianav orin El Niño. Dont a ra pa goll an Avelioù Kenwerzh o nerzh kustum. Pa vez kreñv an avelioù-se war ar Meurvor Habask, o c'hwezhañ war-du ar C'hornôg, en em stumm koumoulioù en nec'h a-hed aodoù Azia ar Reter, koumoulioù o touriañ puilh ar c'hornad-se, ha lakaet e vez gant nerzh treiñ an douar, doureier yen goueled ar mor da sevel e reter an diazad. Cheñchet e vez tu d'ar from pa zigresk an Avelioù Kenwerzh. En em stummañ a ra neuze ar c'houmoulioù pelloc'h er Reter ha degouezhout a ra ul lanvad doureier tomm a-hed aodoù Amerika, o virout ouzh doureier yen ar goueled da sevel. Hervez lod skiantourien e vefe bras perzh an holen e-barzh orin an darvoud.

(Da genderc'hel e niv. 438)

Paol AR MEUR

If Pichon

"Nijet eo kuit ar Pichon bihan"

"Me 'gan ma Breiz(h) izel
a garan beteg mervel"



D.R.

If Pichon.

Setu ar pezh a gane an hini a glever en e soniou pegen prederiet, a-wechou glac'haret e oa gant stad an traou en e vro, dreist-holl gant kement tra a frailhe hag a zismantre ar gevredigezh vrezhonek. Hogen, ne oa ket barzh Poullaouen, ganet er bloavezh 1922, maro e miz ebrel 2000, un den eus an amzer goz, daoust d'e wriziennou mond don e douar e derrou, daoust dezañ bezañ ken tomm ouzh doare ha giz ar vro.

Kaoz a oa gantañ eus kudennou Breizh a-vremañ, ur vro gant tud o vevañ hag o poaniañ enni. Sonj 'm-eus penaos e save, tro-dro d'ar bloavezhiou 60, If e soniou en ur labourat er parkeier pe 'n ur ober wardro al loened, goude bezañ lennet "La vie bretonne" a vije kaset dezañ gant Loeiz Ropars.

Rag ezel e oa If, kaji adalek ar penn kenta, eus strollad kanerien ha dañserien Poullaouen, Lomaria, Sant Herbod... bodet gant Loeiz dioustu goude ar brezel en-dro dezhañ. Pep hini 'oar pegen a-bouez eo bet al labour kaset da benn gant an "ekip"se, evit miret ez-afe da get ar c'han ha diskan, ar festou-noz, sevenadur ar bobl. Bez eo If Pichon dres ur skouer dreist eus talvoudegezh ar sevenadur -se. Don e breder, lemm e spered ha troet war ar fent war un dro, barzh Poullaouen a oa un eienn dihesk evit an holl re a bieustr war danvez Breizh, yezhoniezh, gouennoniezh... hag all.

Embannet en-oa Yann-Ber Piriou, ma'm-eus sonj mat, lod eus soniou ar Pichon bihan en e zastumadenn "Défense de parler breton et de cracher par terre" (Ti Oswald, 1971) hag emañ bremañ Francis Favereau war on-eus klevet, e-sell embann kement tra skrivet gant If, e stumm ul levr klok. Anaoudegezh ha bennozh dleet d'ur peizant "maez eus ar renk".

Herri GOURMELEN

Roquefort hag O.G.M

Monsanto et Novartis font un Tro Breizh avec Jose Bove....

Monsanto hag e barez Novartis
Faote dehe anavout ar Vreizhis
Jose Bove o hambrouge Tro Breizh
Monsanto 'gane : "OGM moi j'aime"
Ha Jose 'gane : "Roquefort moi j'aime"

Monsanto, Novartis get he hiviz
Daet c'hoant dehe gwelet lenn Brennilis
Evet dour U get maïs OGM
Maïs ha dour U kejet nag ur jouis
A gane eñv, 'ziskane Novartis

Ha komañset Tro Breizh g' he seizh iliz
Ha Jose é tiviz get Novartis
Ha bep kreizteiz kir maïs OGM
Bep seizh eur pastis maïs OGM
A gluke Monsanto ha Novartis

Jose neze Roquefort doc'h e c'hiz
Kar 'ban toullbac'h 'doa ket bet a bastis
Flicked Macdo a selle pizh ha pizh
Bremañ bep kreizteiz kir ha Roquefort
Bremañ bep seizh eur pastis Roquefort

D'an c'hwec'hvet iliz 'h oa arru forzh
[strizh
T.shirt Monsanto, hiviz Novartis
An daoù àr wellaat, an daoù àr lartaat
An daoùr àr dêvaat, an daoùr àr
[rontaat
Maïs OGM a rae labour vat

Jose 'brenas dehi hirroc'h hiviz
Jose 'brenas dehoñ hirroc'h gouriz
Ar fallaat 'h ae Monsanto Novartis
Arru ken stambouc'het hag Obeliks
Lakaas ur piled 'vite 'ban iliz

Seizhvet iliz nag a zroug ! nag a zroug !
'El ur vaouez é toug ! 'el ur vaouez é
[toug !

Jose : "Had Monsanto n'eus ket 'eltoñ !
N'eus ket 'eltoñ 'vit gober droug ! Getoñ
E ti-zipp ar zipp ! pezh apokal-zipp !"

Da wel' medisinour 'h oant bet kaset
Beg an daoù gonsort 'oa bet digoret
E goug Monsanto un delienn vaïs
E goug Novartis en delienn vaïs
Penaos o zenn kuit ? Penaos o zenn
[kuit ?

Ha rinset goug Monsanto get Round Up
Ha rinset goug Novartis get Round Up
Kas 'bet ne rae an del ag ar Round Up
Pemp debour Macdo é sach àr an del
Jose 'c'hoarzh : "Monsanto n'eus ket
["eltoñ"

Kaz erbet ag an deberion Macdo
An delienn vaïs 'chome en o goug
Pemp debour Roq'fort a blegas o souk
Ha doc'htu e taas gete pep delienn
Kement plouzenn ha betak ar gwriad !

Ha digoeñvet, dilartet, disammet
Eh as Monsanto Novartis d'ar glud
Ha Monsanto 'raas : "Savit ho hiviz !"
Soñjal ' rae kas d' an neñv he Novartis
'El ma tañvahe c'hoazh frwezhaj Kêris.

Mes alas ! a blad e chome ibil
Monsanto ! Ne save ket tamm an
[c'hwil !
Bremañ 'klever Monsanto é ouelo :
"Marv eo ma had ! marv eo ma
[spermato !
"Terminator neus lazhet Monsanto !"

Herri AR BORGN

KINNIGOÙ LABOUR

DIWAN EVIT AR SKOLIOÙ BREZHONEG

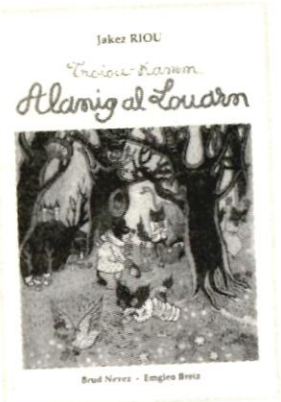
Emañ Diwan o klask danvez-skolaerien evit an adkrog-skol 2000/2001. Ar stummadur kinniget a zo staliet e Kemper.

Live Bac+3 goulennet Brezhoneg komzet ha skrivet

•

Lizher ha C.V. da gas da :
Diwan – BP 147 – 29411 Landerne Cedex

JAKEZ, YOUENN HAG ALBERT...



Adembann a zo mat. Dreistholl pa vez oberennoù savet gant gwellañ skrivagnerien hor bro. Gant *Brud Nevez* eo kunniget deomp levr Jakez Riou. (1899-1937), ***Troioù-kamm Alanig al Louarn***. Istorioù kinniget dalennerien *Courrier du Finistère* a-raok ar brezel 39. Tennet pe ijinet da heul kontadennoù brudet *"Roman de Renart"* e galleg. Nemet breizekaet an anvioù-tud hag an anvioù-lec'hioù. Hag ivez notennoù modern-tre da heul ar brezel 14 evel da skouer :

"Ar gwin", a zoñjas Alanig, *"a zo eun evadur nersuz, ha paneved ar gwin, n'o-dije ket ar zoudarded gounezet ar brezel diweza."*

Setu komzoù diwezhañ an oberour :

"Evidoh eo bet skrivet troioù-kamm Alanig, hag ar blijadur on-eus greet deoh a vezo evidom ar vrasa diboan."

Ya, plijadur a vo gant ar re yaouank, hag ivez gant ar re gozh. Hag adkavet gant ar re-se yezh Jakez Riou !

●



Mouladurioù Hor Yezh a ginnig deomp un adembadur all, Aesc'hulos, ***Prometheus ereet***, (Eschyle e galleg flour). Evit gwir e vo kavet el leorse daou pezh-c'hoari, ***Prometheus*** hag ***Ar Berset***. Troet int bet e brezhoneg gant Youenn Drezen (1899-1972) ha troet war-eeun diwar ar gresianeg, un droidigezh lennegel, embannet evit ar wech kentañ e 1928. Adkavet e vo ivez ul lodenn vat eus an tresadennoù e doare an amzerse savet gant Jorj Robin ha R.Y. Kreston.

Kregin a ra al levr gant ur c'hentskrid savet gant Roparz Hemon : *"Huñvreet em eus alies e welen e Breizh-da-zont, digabestret, ur bagad tud,mignoned war un dro d'ar studi ha d'ar gened, o klask e pep bro hag e pep amzer magadur-spered da Vreizh."*

Spered digor R.H. hag e vignoned !...

Ur "Raklavar", savet gant Youenn Drezen, a gomz diwar-benn an oberour hag an daou bezh-c'hoari da heul.

Notennoù a zo bet savet ivez evit an advouladur-mañ gant Aline Gloeneg. Hag ivez ur pennad-studi *"Diwar-benn ar reuzc'hoariva henc'hresianek"*.

Laouen-tre on bet oc'h adkavout ul levr bet lennet ganin... pell'zo.

●

E fin va fennadig diwar-benn levr Iwan Tangi, ***Donaw***, am boa skrivet : *"Met perak ober gant "S" implijet e doare ar c'hallegerien ? Da skouer "neuse". Un doare-skrivañ dishenvel evit netra, nemet ar blijadur da vezañ... disheñvel !"*

Albert Deshayes, ar yezhoniour, savet gantañ levrioù a bouez evel ***"Dictionnaire des noms de familles bretons"*** ha "***Dictionnaire des noms de lieux bretons"***, en deus kaset din ul lisher hir awalc'h gant ur bern displegadurioù. Ul lizher oc'h echuiñ gant : *"Ma digarezit ewid ar gentel yezhoniel-mañ, med kalz a dra a chom da zisoloiñ c'hoazh war doare-skrivañ ar brezhoneg ewid kaoud ur yezh ressissoc'h afed ar rannyezhoù ha keltekoc'h. Savet eo bet ar skritur peurunvan heb mont pell gant ar fuchadennoù etimologiel"*.

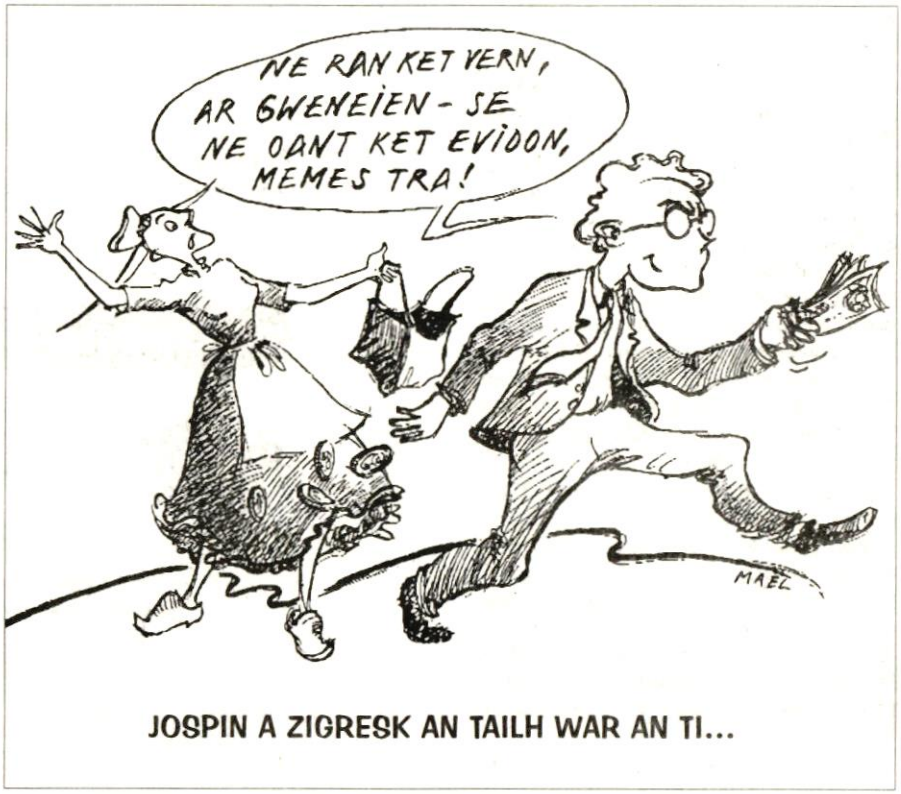
Klevet am boa digant Per Honore, pa oa retechet dezhañ ganin dija e deroù bloavezhioù 70 an doare-skrivañ "S-SS": *"Kompren a rez bremaik ne vo evel brezhonegerien nemet tud desket ganto galleg da gentañ. Gwelloc'h implij doare ar C'halloued evit "S" etre div vogalenn (= Z) hag evit "S" lakaat daou SS : "Keseg. Kasset"*.

Mat-kenañ eo evit ar yezhoniourien mont pelloc'h gant o furchadennoù etimologiel. Gouest eo Albert Deshayes da ginnig deomp ur geriadur(ig) etimologiel ! Ha gwell a ze ! An doare-skrivañ, memes tra, a rank besañ eeun, hag aes. Ha diwallomp ouzh doare-skrivañ "etimologiel" ken sot hag hini Bro-C'hall ! Gant ar skolveurieg hag ar peurunvan eo bet dalc'het doare kozh ar C'h.L.T., evit ar "Z" hag ar "S". 1970, poent an darempredoù evit an "unvaniezh" etre ar skolveurieg hag ar peurunvan... ha savet gant lod un trede doare-skrivañ !...Truez ouzh al lennerien.

Glaoda MILLOUR

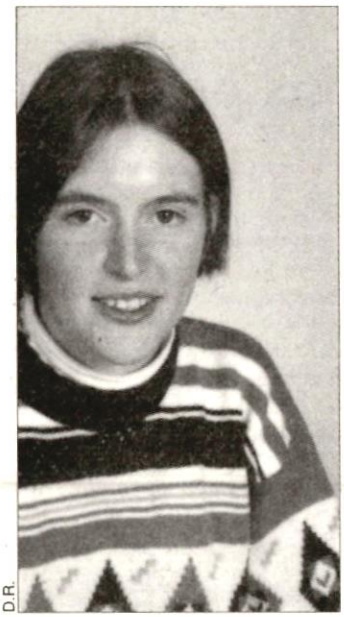
Riou Jakez, *Troioù kamm Alanig al Louarn*, 165 p., 65 L., Brud Nevez, Emgleo Breiz.

Aesc'hulos, *Prometheus ereet*, (Youenn Drezen), 171 b., 90 L., Mouladurioù Hor Yezh.



JOSPIN A ZIGRESK AN TAILH WAR AN TI...

La parité, piège ou objectif à atteindre ?



D.R.

Damaris Merlet

L'obligation de présenter des listes composées d'autant de femmes que d'hommes va poser à l'UDB de sérieuses difficultés, car nous sommes un parti politique composé majoritairement d'hommes, et plus encore s'il s'agit de prendre des responsabilités militantes ou d'être candidat à des élections.

Toutefois, il convient de considérer que la parité en politique est un objectif légitime, que le bon sens et la justice appellent. Pourquoi les fonctions de pouvoir dans la société, à tous les échelons, seraient-elles occupées exclusivement par les hommes ? Pourquoi les femmes n'accèderaient-elles pas, en nombre suffisant pour influencer les décisions, au pouvoir ? Leur apport en politique semble nécessaire, non seulement parce qu'elles ont des qualités, des compétences inexploitées pour le moment, mais parce que la place qu'elles occupent dans la société les conduit à défendre des conceptions qu'il faut prendre en compte en matière d'éducation, de famille, d'environnement, de santé, de défense. Sans les femmes en politique, les options prises dans ces domaines le sont malgré les principaux acteurs. La société se prive de leur vision des choses, de leur savoir-faire, de leur voix.

Sont-elles coupables ? Pourquoi ne se présentent-elles pas ? Camarades militants, interrogez vos compagnes, femmes lectrices du PB, exprimez-vous. Les femmes sont-elles égoïstes, pour rester confinées à la maison, ou au mieux entre travail et famille ? Pourtant, les femmes sont présentes dans la vie associative : dans l'éducation religieuse, les associations de parents d'élèves, les associations humanitaires. L'accusation d'égoïsme ne tient pas. Sont-elles trop sollicitées ? Activités professionnelles, plus ou moins précaires et mal rémunérées, enfants dévoreurs de temps, solidarité familiale pesant plus lourdement sur elles, n'est-ce pas déjà beaucoup ? Alors pourquoi cette présence dans les associations ? Et nous aurions alors des jeunes filles de moins de vingt-cinq ans, et des femmes de plus de quarante-cinq. N'osent-elles pas ? A l'école, les garçons sont plus remuants, ils attirent davantage l'attention de l'enseignant, ils se dirigent vers des filières de pouvoir, davantage que les filles, considérant d'abord, pour l'orientation professionnelle, le salaire, tandis que les filles recherchent en premier critère le temps libre, les horaires. Les femmes au travail sont commandées par des hommes : institutrices et enseignantes commandées par des directeurs, infirmières commandées par des médecins. Elles craignent le regard que l'on porte sur elles : les femmes députés ont en moyenne bac+5, les hommes députés en moyenne bac+2. Trop peu diplômées, elles craignent de n'être pas compétentes, trop diplômées craignent-elles de paraître prétentieuses ? Dans une réunion de femmes (parents d'élèves par exemple), on écoute les hommes comme Dieu le père, dans une réunion d'hommes, les femmes osent-elles s'exprimer, et sont-elles écoutées avec pareil respect ? Comme dans la vie professionnelle, le fait de «décrocher» quelques mois ou quelques années pour une naissance, notamment, puis de revenir dans des réunions militantes, nous décale par rapport aux travaux et préoccupations évoqués. Nous ne sommes plus dans le coup. Et puis, réunions le soir, le dimanche, engagements à long terme (6 ans pour les municipales), c'est trop. Trop long dans notre vie si courte, rythmée par l'âge et les besoins des enfants.

Alors, ne fallait-il pas, pour arriver à cet objectif, la parité, objectif juste, nécessaire et bénéfique pour la société, imposer une mesure forte, exigeante ? Rappelons d'ailleurs qu'elle a été votée par une majorité écrasante d'hommes, à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Certes, pour nous, UDB, c'est une sacrée épine dans nos pieds fragiles. Mais devons-nous être contre une mesure d'intérêt général qui nous est défavorable ? Nous sommes un moyen de faire passer des idées. Faisons-nous une place aux préoccupations des femmes ? Nous sommes des Bretons, des gens qui ont des préoccupations de tout le monde (justice sociale, environnement) et des préoccupations spécifiques (développement de la Bretagne, langue et culture, autonomie). Nous sommes aussi pour la moitié, des femmes qui ont les préoccupations de tout le monde, et des préoccupations spécifiques (éduquer nos enfants, assurer la solidarité entre les générations, respecter et faire respecter la vie). Soyez généreux. Ne vous accommodez pas de cette injustice. Ouvrez-nous les portes, plus largement, et sans maudire «les femmes qui...».

Celles qui veulent s'engager, parce qu'elles vaudraient moins que les quatre hommes qui étaient prêts à le faire à leur place, celles qui ne veulent pas s'engager, parce que ce n'est pas leur priorité du moment.

Damaris MERLET,
adhérente de l'UDB

ouest france

(12/4/2000)

"Il faut créer, en France, des régions politiques"

Depuis la réforme Defferre, la France a cessé d'être complètement un Etat centralisateur et centralisé. Modeste et prudente, celle-ci reprenait un mouvement bloqué en 1969 par l'échec du référendum voulu par de Gaulle.

C'est l'absence d'une tradition politique au niveau des régions (autrefois duchés ou comtés) qui caractérise, dans ce domaine, la réalité française. En France, l'Etat s'est forgé une nation en soumettant à une administration centrale les entités formées après la dislocation du pouvoir carolingien. L'éclatement des domaines des ducs de Bourgogne de la deuxième race après la mort de Charles le Téméraire, la reprise de la Provence et de l'Aquitaine anglaise achèvent, au XV[e] siècle, cette unification alors que, en Allemagne, des textes constitutionnels établissent, au même moment, la large autonomie des princes et des villes libres. Les länder allemands jouent aujourd'hui un rôle très important dans le fonctionnement de l'Union européenne, le gouvernement fédéral devant, dans beaucoup de domaines, tenir compte des volontés des gouvernements et parlements régionaux.

En Italie, en Espagne, en Belgique et, plus récemment en Grande-Bretagne, le rôle des régions – quels que soient leurs noms – ne cesse de croître. La résistance de type étatiste, nationaliste ou souverainiste que rencontre, en France, la mise en œuvre des textes européens sur les langues régionales est un combat d'arrière-garde. Dans la mesure même où, peu à peu, des pouvoirs de l'Etat "national" sont transférés à l'Union, la nécessité de renforcer aussi l'échelon régional en lui transférant, à son tour, des prérogatives "nationales" se fait de plus en plus évidente, et cette évidence se fait plus particulièrement manifeste dans un cas comme celui de la Corse, région tardivement unie à la France (en 1766) et dotée d'une forte personnalité culturelle.

En finir avec le drame corse

La Corse, entourée de régions jouissant d'une puissante identité politique et juridique dans le cadre des Etats, la Sicile, la Sardaigne, la Catalogne, doit être à son tour investie d'une réelle autonomie politique, se manifestant dans un parlement régional (qui existe mais dont les compétences sont trop limitées) et dans un gouvernement régional. Auprès de ce gouvernement, le pouvoir "national" et le pouvoir européen doivent être représentés, mais il ne devrait plus y avoir de préfet exerçant directement des pouvoirs appartenant à l'Etat national. Les autres régions voudront et devront bénéficier des mêmes translations, et leur participation aux décisions nationales (ou plus exactement fédérales) s'effectuer à travers un Sénat composé de représentants des régions, comme cela avait été ébauché dans le texte rejeté en 1989. Les régions pourront, de leur côté, entretenir des représentations au niveau européen et nouer des liens, même institutionnels, avec les régions voisines relevant d'autres Etats "nationaux", comme, par exemple, le Roussillon avec la Catalogne hispanique, les régions basques de la France avec le Pays basque espagnol ou encore la Bretagne avec les entités celtiques d'Irlande et de Grande-Bretagne. Sur un plan voisin, l'Alsace devra pouvoir développer sa participation à une entité du Rhin supérieur avec la Bade allemande et certains cantons suisses.

Une telle fédéralisation de la France, devenue nécessaire et inévitable à terme, se heurtera à des résistances fortes analogues à celles qui s'opposent au transfert nécessaire des compétences nationales si l'on veut mettre sur pied une véritable politique extérieure commune de l'Europe. On l'a vu à l'œuvre quand une de nos cours suprêmes a interdit l'usage de la formule "peuple corse" dans un texte de loi. Ce qui se passe dans l'île depuis de nombreuses années démontre pourtant avec évidence l'existence de ce peuple qui pourra très bien, avec d'autres entités, former un peuple français, lui-même élément intégrant du peuple européen. L'Europe fédérale sera une structure politique à trois étages, et c'est en acceptant clairement cette vision que nous pourrons mettre fin aux drames de la Corse.

Joseph ROVAN

Directeur de la revue du Bureau d'information et de liaison franco-allemand Bild

BULLETIN D'ADHÉSION

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Signature :

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 NANTES cedex 01, avec un chèque de 150 F.

Avril... vu par Nono



Signe d'espoir dans l'ex-Yougoslavie

Le 3 janvier dernier ont eu lieu des élections en Croatie. Elles ont été marquées par l'échec des nationalistes du H.D.Z. et par l'élection d'une majorité social-démocrate au Parlement et de l'opposant Stipe Mesic à la présidence.

Depuis, la Croatie a annoncé qu'elle respecterait l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, ce qui sonne le glas des extrémistes croates qui veulent la partition de ce pays.

Elle a également annoncé que l'aide aux Croates de Bosnie-Herzégovine serait transparente et passerait par le Haut-représentant de l'ONU. Cela a provoqué un tollé chez les nationalistes du H.D.Z. de Croatie ou du bloc croate de Bosnie, qui parlent de trahison.

La défaite du H.D.Z. en janvier peut entraîner la création de nouveaux partis, ne renonçant pas à la partition de la Bosnie-Herzégovine, mais plus modérés. Si la communauté internationale opte pour une Bosnie unie, le gouvernement croate suivra sans doute.

–●–

Le leader du parti H.D.Z. du bloc croate de Bosnie, et membre de la présidence bosniaque, a récemment proposé la dissolution de la Fédération (croato-bosniaque) de Bosnie-Herzégovine et le transfert de ses compétences à l'Etat de Bosnie-Herzégovine, en respectant le pouvoir des cantons. La dissolution de la république Serbe de Bosnie suivrait, ainsi que la cantonalisation de l'ensemble de l'Etat de Bosnie-Herzégovine.

Il peut s'agir d'un geste tactique préélectoral, visant à empêcher la dislocation du H.D.Z. en Bosnie-Herzégovine. L'idée d'une cantonalisation suit son chemin et la majorité des gens semble estimer qu'elle ne devrait pas être fondée sur des critères ethniques.

–●–

Le 8 avril dernier, deux millions et demi d'électeurs étaient appelés à élire plus de 3300 élus dans les 145 communes des deux entités de Bosnie-Herzégovine (République serbe et Fédération croato-bosniaque). Le scrutin a été organisé par l'O.S.C.E avec le soutien de l'ONU et de l'OTAN.

Les partis nationalistes l'emportent en République serbe (SDS - Parti de Karadzic) et dans l'ex-Herzeg-Bosnacroate (H.D.Z.).

Par contre dans la partie bosniaque proprement dite, le S.D.A. (parti nationaliste d'Izetbegovic) est dépassé par le S.D.P. (Parti social-démocrate), parti non confessionnel et non ethnique, qui conserve Tuzla, fief social-démocrate, mais qui emporte Sarajevo. C'est vers le S.D.P. que se tournent de plus en plus de jeunes rejetant les partis nationalistes. Le S.D.P. a aussi la faveur de la communauté internationale. Outre les progrès du S.D.P., il faut aussi noter ceux du S.B.I.H., un parti centriste.

–●–

Pour la première fois depuis l'arrivée de la K.F.O.R. au Kosovo et de l'administration de la province par l'O.N.U., les Serbes du Kossovo ont annoncé le 2 avril qu'ils acceptent de participer au pouvoir avec les Kosovars d'origine albanaise. Après six mois de boycottage, leurs représentants sont entrés dans le gouvernement paritaire – Kosovars et délégués de l'ONU – mis en place par Bernard Kouchner.

–●–

Le 14 avril, environ 100 000 personnes ont manifesté à Belgrade, à l'appel d'une quinzaine de partis d'opposition. Le meeting a été organisé par les jeunes gens groupés dans l'association Otpor (Résistance) qui revendique 40 000 membres.

L'intervenant d'Otpor a lancé un appel à surmonter la division entre partis d'opposition traditionnels qui a fait échouer la campagne contre le gouvernement serbe de l'automne 1999. Il a lancé un appel à l'union aux deux principaux leaders de l'opposition, Vuk Draskovic (du S.P.O. Mouvement du renouveau serbe) et Zoran Djindjic (Parti démocratique).

Les partis d'opposition sont d'accord pour demander des élections anticipées, pour rester unis et pour écarter toute alliance avec les partis au pouvoir. Mais ils n'ont pas (encore) de vision politique commune. Ainsi Draskovic a exalté la fibre nationaliste, alors que Djindjic a souhaité que la Serbie «redevienne un pays normal».

–●–

Il faut bien sûr, se garder d'un optimisme exagéré : Milosevic tient toujours le pouvoir, et la Serbie menace toujours le Monténégro, Mladic et Karadzic sont toujours en liberté. Mais ces quelques signes d'ouverture montrent peut-être que la situation n'est pas irrémédiablement bloquée.

Yves JARDIN

Racisme anti-immigrés en Suisse

Le 12 mars a eu lieu une consultation populaire à Emmen (27 000 habitants), dans la banlieue de Lucerne, pour se prononcer sur les demandes de naturalisation déposées par 56 personnes. Emmen, qui compte 25 % d'étrangers, est la seule ville suisse à soumettre les demandes de naturalisation à l'approbation des citoyens, depuis qu'une formation d'extrême-droite a réussi à imposer cette procédure en 1999.

Sur 56 demandes, 8 seulement émanant de personnes d'origine italienne ont été acceptées. Celles qui ont été rejetées avaient été formulées pour la plupart par des ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Parmi les demandes rejetées, celle d'un couple originaire de ce pays, dont les deux fils sont déjà suisses, ou celle d'une jeune femme de vingt ans, née en Suisse, où ses parents sont venus de Bosnie il y a vingt-sept ans, et parlant le dialecte suisse-allemand.

Les autorités municipales avaient recommandé l'acceptation de toutes les demandes. Devant le résultat de la consultation, le président socialiste de la commission de naturalisation a démissionné. A Berne, capitale de la Confédération, le gouvernement s'inquiète des conséquences d'un vote contraire à la Convention du Conseil de l'Europe sur la nationalité.

Mais cela n'arrête pas l'extrême droite, présente au Conseil fédéral, de se préparer à proposer des procédures analogues à celle d'Emmen, dans des villes comme Zurich ou Berne.

Chassez le naturel...

Le nouveau maire (P.P), de Vitoria/Gasteiz, capitale de la province d'Alava et de la communauté autonome d'Euskadi, a remis à l'honneur, dans la voirie municipale, le nom du général Primo de Rivera, dictateur espagnol des années 20 et père de José Antonio, fondateur de la Phalange, organisation de base du franquisme.

Le peuple tamoul lutte pour sa libération au Sri-Lanka : un long martyr

L'île du Sri-Lanka – anciennement Ceylan – se situe à 50 km au sud-est du sous-continent indien. La population se répartie ainsi : 75% de Cinghalais, généralement boudhistes, 20% de Tamouls, majoritairement hindouistes et des Musulmans, etc. La population tamoule est concentrée surtout dans le nord-est de l'île ainsi que dans les régions théières du centre.

Colonisée par les Britanniques depuis 1796, Ceylan a accédé à l'indépendance en 1948. Depuis, la majorité cinghalaise veut écraser la minorité tamoule.

Même résumé, le calendrier qui suit en dit long sur la barbarie majoritaire...

1813 : Le gouverneur anglais de Ceylan exige que les langues cinghalaise et tamoule soient placées à égalité.

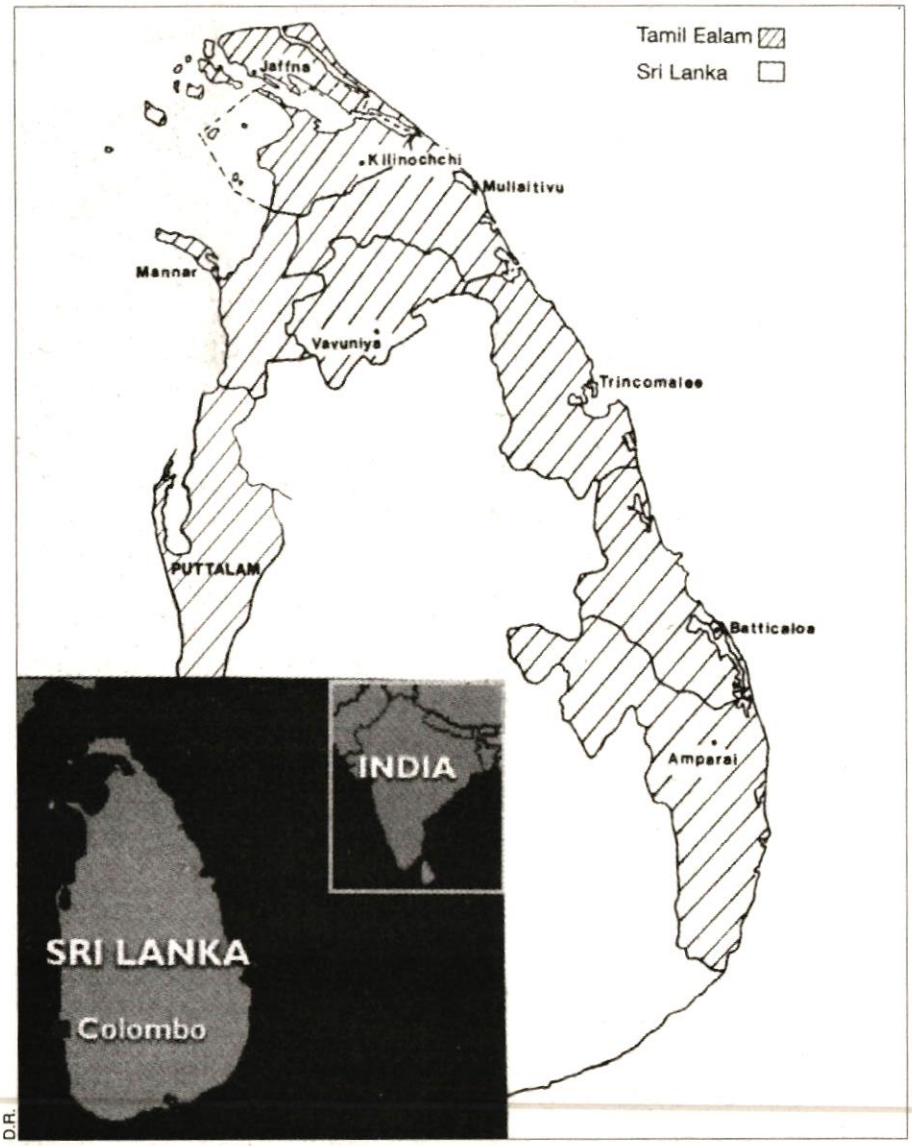
1944 : Les Britanniques déclarent officiellement le trilinguisme (anglais, cinghalais et tamoul).

1947 : Les débats sur la future indépendance de Ceylan sont entamés. Il est déjà clairement stipulé que la minorité tamoule ne partagera pas le pouvoir politique.

1948 : Indépendance de Ceylan sur une base législative désapprouvée par la majorité des Tamouls.

1956 : Le premier ministre de l'île prend un décret sur les question linguistiques. Le cinghalais est déclaré officiellement «unique langue nationale».

1957 : Un accord entre le premier ministre de Ceylan et la minorité tamoule est annulé sous la pression de moines boudhistes extrémistes.



D.R.

1958 : Début des massacres de Tamouls par des Cinghalais, à l'instigation de moines boudhistes, parce que les Tamouls refusent d'immatriculer leurs véhicules dans la langue majoritaire.

1971 : Sous prétexte d'unification de l'enseignement, le gouvernement de Ceylan rend l'accès aux études supérieures plus difficile pour les Tamouls.

1972 : Ceylan devient le Sri-Lanka. La nouvelle constitution abolit la protection des minorités.

1977 : L'UNP (United National Party) emporte la majorité aux élections. Son leader, raciste, génère une recrudescence de la violence anti-tamoule. L'armée cinghalaise utilise un nouveau moyen pour terroriser la population : le viol des femmes tamoules.

1979 : Introduction dans la constitution d'une «loi sur la prévention du terrorisme». Elle prévoit notamment une détention pouvant atteindre 18 mois sans communication avec l'extérieur ; l'arrestation sans assistance judiciaire ; l'obtention des «aveux» sous la torture. Selon «Amnesty International», la sécurité de toute la population tamoule est fortement compromise par cette loi.

1981 : Grande offensive militaire contre Jaffna et Trincomalee (haut lieu de la religion hindouiste).

1983 : Plus de 3000 Tamouls sont assassinés par l'armée et des groupes para-militaires. Assassinat de 53 prisonniers politiques tamouls à la prison de Walicade. Exil de centaines de milliers de Tamouls.

1986 : Début des bombardements des villes et villages tamouls par l'armée cinghalaise.

1990 : La guérilla tamoule (LTTE) contrôle 75% des territoires tamouls. Instauration d'une administration parallèle tamoule. Bombardement de Jaffna.

1995 : Presque tous les territoires tamouls sont sous le contrôle de l'armée du LTTE. La présidente cinghalaise, élue sur ses promesses de pacification refuse tout compromis et lance l'opération «Sunshine» : d'innombrables morts et blessés chez les Tamouls. Beaucoup de réfugiés de «l'intérieur».

1996 : Opération «Sunshine 2», encore plus meurtrière : exil, épidémies, et famine sont le lot de bien des Tamouls.

1997 : Opération «Victoire garantie», qui, si elle échoue militairement, contraint 200 000 Tamouls à l'exil.

2000 : Le gouvernement norvégien tente actuellement une médiation entre le gouvernement cinghalais et les séparatistes tamouls pour résoudre un conflit qui a fait plus de 60 000 morts depuis 30 ans.

Le LTTE ne paraît pas prêt à négocier. En revanche, il accentue sa pression contre les bases militaires cinghalaises dans le nord de l'île.

Un Tamoul parle...

Nous avons recueilli le témoignage d'un Sri-Lankais, appartenant à la minorité tamoule, réfugié en France depuis 1984.

PB : Avez-vous quitté votre pays à la suite d'un événement précis ?

«Nous sommes partis parce que nous vivions dans un pays en guerre et que nous avions peur. Tous les jours, dans tout le pays, des Tamouls étaient enlevés, emprisonnés et tués, et des femmes étaient agressées et violées. Encore aujourd'hui, les militaires rentrent dans n'importe quelle maison, contrôlent les papiers, volent les bijoux et l'argent.S'il n'y a rien à voler, les gens sont emprisonnés ou tués.»

PB : Etes-vous parti tout seul ou avec de la famille ou des amis ?

«Nous sommes partis avec des amis. En 1984, il était encore possible de quitter le pays sans se cacher. Depuis 85-86, ce n'est plus possible.»

PB : Pourquoi êtes-vous venu en France ?

«Quand on a décidé de quitter notre pays, la question suivante s'est posée : «quel pays nous acceptera sans visa ? En Europe, il n'y avait que l'Allemagne de l'Est qui acceptait les étrangers sans visa.

Ils ne pouvaient y rester que 24 h mais ce bref passage avait un avantage : il nous permettait de traverser l'Allemagne de l'Ouest, et pour en sortir, il fallait traverser une frontière dans la clandestinité. C'est un taxi belge qui nous a fait passer par un chemin non contrôlé par la douane. Nous avons choisi la France, car nous connaissions quelqu'un à Paris. Ensuite, nous avons été pris en charge par «France-Terre d'asile.»

PB : Avez-vous eu du mal à vous adapter ?

«Oui, beaucoup de mal. A cause du climat de la France qui ne ressemble pas du tout au climat tropical du Sri-Lanka. Et surtout à cause de la langue qui est très difficile à apprendre.»

PB : Avez-vous toujours de la famille au Sri Lanka ?

«Mon père est resté chez lui. Il est âgé et il n'a pas voulu bouger. Ma mère s'est réfugiée en Inde. Nos familles sont vraiment très dispersées.»

PB : Est-il facile d'avoir des nouvelles de votre famille ?

«C'est presque impossible, car l'armée ouvre tout le courrier, qu'il parte du Sri Lanka ou qu'il y arrive. Les lettres peuvent arriver au destinataire au bout de deux mois, si elles ne sont pas carrément détruites. Pour communiquer par téléphone, c'est encore plus difficile, car dans les villages tamouls, les gens n'ont pas le téléphone et les cabines publiques sont interdites. Il existe seulement deux ou trois personnes dans chaque village qui ont le téléphone et qui doivent aller chercher les gens quand quelqu'un les appelle. Ce n'est pas pratique, et en plus, cela coûte très cher.»

PB : Est-il facile d'avoir des nouvelles générales du Sri Lanka ?

«C'est difficile, car les journalistes n'ont pas le droit de transmettre les nouvelles à l'extérieur du pays. Même les organismes internationaux comme la Croix Rouge ou Amnesty International sont très surveillés. Nous sommes informés tout de même par la BBC et des journaux plus ou moins clandestins.»

PB : Etes-vous retourné dans votre pays depuis 1984 ?

«J'y suis retourné avec ma femme et mes enfants en 1995, mais de façon plus ou moins clandestine. A chaque contrôle militaire, il faut payer pour avoir le droit de passer. Si on ne peut pas payer, on est considéré comme «terroriste» et expulsé ou emprisonné. De plus, il est interdit aux.Tamouls de prendre les transports publics. Donc pas de trains, pas de bus. Pour se déplacer, les gens marchent beaucoup à pied, roulent à vélo, ou louent des bateaux.»

PB : Que souhaitez-vous pour votre pays ?

«Nous voulons l'arrêt de la guerre, des bombardements, de tous les sévices et puis des négociations pour que le pays vive en paix et que nous puissions retourner y vivre.»

Propos recueillis par Geneviève HILY



D.R.

Ecole tamoul à Jaffna après un bombardement cinghalais.

Les chiffres

Les 15 longues années de guerre contre le peuple tamoul ont donné les résultats suivants :

60. 000 Tamouls ont été assassinés dans le nord est de l'île, soit 2% de la population totale de l'île. En d'autres termes, une moyenne de 9 Tamouls tués par jour ou un mort pour 50 Tamouls.

450.000 Tamouls ont demandé le statut de réfugié en Europe et dans d'autres pays. Soit 15% de la population tamoule.

900.000 Tamouls ont été déplacés au nord-est de l'île, soit 30% de la population tamoule.

100.000 L'éducation des enfants tamouls est affectée en raison des destructions des bâtiments scolaires par les bombardements aériens ou les transformations de bâtiments scolaires en camp militaires.

25.000 femmes sont devenues veuves.

200.000 maisons tamoules détruites. Près de 800.000 à 900.000 personnes sont sans abri et la plupart d'entre elles vivent dans la forêt ou sous les arbres.

1.600 bâtiments religieux tels que des églises et des temples ont été détruits dans des bombardements aériens.

Un jour avec...

« Notre part d'universalité,

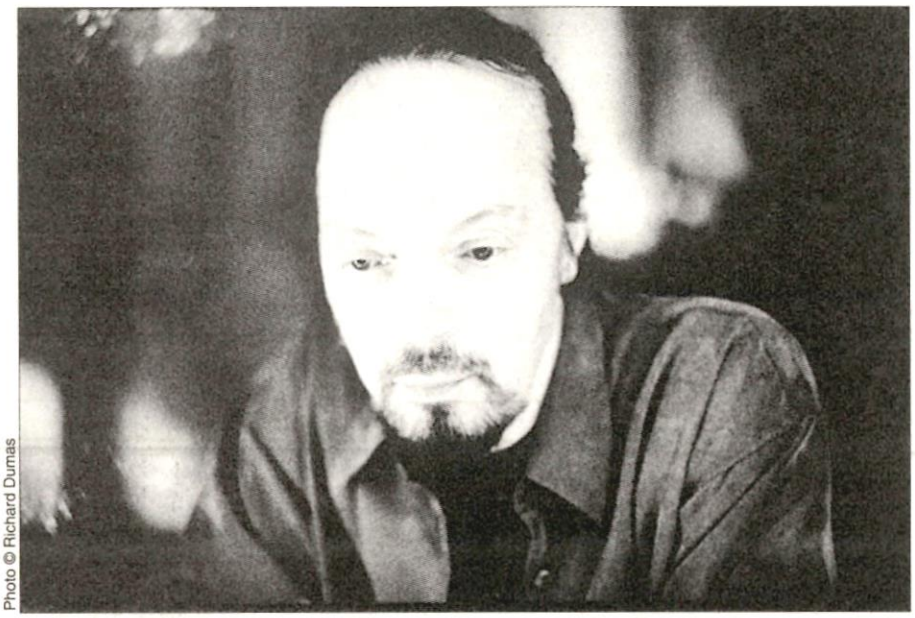


Photo © Richard Dumas

Alors que sort tout juste le vingtième et dernier album d'Alan Stivell, il nous a paru intéressant de faire le point avec le plus connu des musiciens bretons. Le lecteur pourra aussi se reporter en page « Selaouit », où le CD d'Alan se trouve présenté. Précision utile : cet interview a été réalisé avant le drame de Quévert. Déroulé d'une rencontre chaleureuse, sympathique et souvent passionnée.

Le Peuple Breton : ***Ton vingtième album vient de sortir et son titre, « Back to Breizh », évoque une nouvelle pause, une respiration. On se souvient de « E Langoned », il y a longtemps de cela, ou de « Une journée à la maison ». As-tu travaillé dans le même esprit qu'alors ?***

Alan STIVELL : Une pause ? Disons plutôt qu'il s'agit d'un voyage perpétuel. On part très loin et puis on se rapproche de chez soi. On rentre en Bretagne. On est en mer, sur un bateau, et on se rapproche d'une Bretagne ouverte sur le Monde, avant de repartir.

Mais chaque chose est complémentaire. Avec mon précédent album « 1 Douar » une seule terre, je voulais montrer qu'avant d'être Breton, je suis citoyen du Monde... Et là, j'ai souhaité revenir aux sources...

Le P.B. : ***Quelle place occupe ce nouvel album dans ta discographie ? S'agit-il de la fin d'une boucle ou du début d'un nouveau cycle ?***

A.S. : C'est difficile à dire. Il est vrai que parfois j'essaie de penser en cycles ou en chapitres. Là, ce serait plutôt le début de quelque chose. «1 Douar » était d'un éclectisme total. Avec « Back to Breizh », Breizh is back !

Avec « Back to Breiz », on a pris le parti d'une plus grande homogénéité, délibérément. Même s'il apparaît parfois plus intimiste, même si le son est plus acoustique, c'est quand même un album pop-rock. La basse, par exemple, est très présente mais en même temps le son est plus naturel, plus direct, même quand on peut penser qu'il ne l'est pas. Par exemple, pour la bombarde. Quelqu'un qui aime le trip-hop pourrait penser qu'il s'agit d'un sample de bombarde. En réalité, je joue de deux bombardes à l'unisson, avec un léger décalage. C'est Franck Darcel, mon co-réalisateur qui a insisté pour jouer cette carte du naturel, d'une plus grande authenticité, d'une plus grande proximité. Les gens peuvent « sentir » la présence des musiciens...

Le P.B. : ***Tu parles de « Back to Breizh » comme de l'un de tes meilleurs disques, sinon le meilleur. Pour ma part, j'avoue que j'ai du mal à trancher...***

A.S. : Avec 20 disques, forcément, certains sont plus aboutis que d'autres. Il y en a très peu que je jetterai, mais sur les 20, il y en a peut-être 7 ou 8 qui ressortent du lot.

Mais au fil des ans, on acquiert toujours plus d'expérience et en même temps la technique progresse. Avec la harpe par exemple, même après 45 ans de pratique, on découvre toujours quelque chose, des nouvelles possibilités... C'est tout cela qui me fait dire que « Back to Breizh » pourrait très bien être mon meilleur album.

Le P.B. : ***C'est en tout cas un disque où la Bretagne est très présente, et pas seulement dans son titre.***

A.S. : Quand on s'affirme internationaliste – ce que je suis – il faut aussi y mettre de soi. Et nous, qu'avons-nous à apporter aux autres, sinon notre différence, notre qualité de Breton. En l'an 2000, notre part d'universalité, c'est la Bretagne. Et c'est cela que l'on a à apporter aux autres. Et non eux-mêmes. Et cela ne m'enlève rien de mon internationalisme, de mon interceltisme.

Le P.B. : ***Avec ce titre, « Ceux qui sèment la mort », c'est la catastrophe de l'Erika qui t'inspire ?***

A.S. : Je n'ai pas pu m'en empêcher, mais c'est délicat de traiter de ces choses-là. L'écologie, l'environnement, imprègnent ma musique depuis le début. Sans que cela ne me conduise au refus de la technologie. Il ne s'agit pas d'un retour au bon sauvage. Mais il est nécessaire de mettre le doigt sur ces problèmes-là avant que ce ne soit plus grave encore. Et dire aussi qu'il ne faut pas s'occuper que de la Bourse, ne penser qu'à l'argent...

Le P.B. : ***Pourquoi cette reprise étonnante de « Brian Boru », en français ?***

A.S. : Rares sont mes albums où j'utilise autant le français. Dans « Reflets », peut-être, et plus tard dans « Terre des vivants ». Dans « Back to Breizh », c'est à peu près deux tiers – un tiers. Deux tiers de breton, un tiers de français. C'est voulu, pour montrer que la Bretagne est un pays bilingue. Quand je chante en breton, je n'ai pas besoin de mettre les points sur les « i », l'essentiel est dit.

Il y a 5 ou 6 ans, je chantais la version irlando-bretonne de « Brian Boru » et se posait alors la question des espoirs de paix en Irlande. Aujourd'hui, alors que l'on se demande si l'on doit vraiment y croire, j'ai souhaité montrer clairement, explicitement, que les Bretons étaient heureux de cette paix. Montrer aussi que nous ne voulons pas de la guerre que l'on nous fait, à nous,

Alan Stivell c'est la Bretagne »

Bretons, que Paris nous fait. Que nous ne voulons que la paix et le droit de vivre. De vivre dans la langue de notre choix.

Le P.B. : *C'est un fait, tu as dans ce disque un discours très volontaire, et disons même assez politique.*

A.S. : Effectivement. C'est simple, la Bretagne est là et nous, nous sommes là, pour ne pas avoir peur de le dire, de l'affirmer sans complexe. Je serais nationaliste ? Ce n'est rien à côté de l'équipe de bonapartistes que nous avons en face de nous. De Villiers, Chevènement, Gisèle Halimi et tous les autres. Quand Chevènement réclame le rattachement de la Wallonie à la France, quand De Gaulle clame « Vive le Québec Libre », ils sont bonapartistes et n'ont qu'un seul but, conquérir de nouvelles terres, quitte à tout détruire sur leur passage.

Contre cela que pouvons-nous faire, nous les Iroquois qui refusons d'être les derniers des Mohicans ? Quand on veut seulement dire : « On est là », ils nous écrasent, nous piétinent et nous accusent d'être nationalistes. Ce sont eux les hyper-nationalistes. Les gens qui n'ont pas la volonté d'exister sont condamnés à disparaître. Mais notre instinct de survie naturel n'a rien à voir avec leur nationalisme destructeur. Jamais les Bretons ne voudront interdire le français en France ! Pas même en Bretagne !

Le P.B. : *Justement ! Que penses-tu de la situation en Bretagne ?*

A.S. : Je suis scandalisé de voir Paris pousser des Bretons à la violence, directement et indirectement. Indirectement, en bloquant toute possibilité d'évolution. Directement par la provocation et la manipulation, même si je me méfie du côté parano qui voit dans chaque attentat la main du ministre de l'Intérieur.

C'est pourquoi j'ai tout de suite signé l'Appel de Carhaix qui me paraît représenter un espoir. C'est une bonne chose de voir que, hors élections, les Bretons peuvent s'entendre, UDB et Cozanistes, et pourquoi pas indépendantistes et PS. Il y a un minimum vital à obtenir pour la Bretagne et il faudra bien que l'on y parvienne. Certains contestent cet Appel parce qu'ils refusent d'aménager un « cadre français » qu'ils rejettent. Pour ma part, je ne vois pas comment je pourrais revendiquer l'indépendance de la Bretagne quand moi-même je n'y crois pas. Jamais la Bretagne ne sera indépendante. Jamais nous ne reviendrons à un monde fermé aux frontières. Bientôt, dans cinq ou dix ans, l'Europe sera fédérale. Et l'idée d'une Confédération Mondiale n'est plus du tout utopique. Elle verra le jour... dans quarante ou cinquante ans. Mais ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas d'indépendantistes. Ne faut-il pas réclamer beaucoup pour espérer obtenir moins ?

Alors, quel mot faut-il employer ? Sûrement pas celui de région, qui n'a pas de sens ici. Pas celui d'indépendance non plus, car tout de suite les gens imaginent l'aventure sanguinaire. Ils voient le sang couler, les têtes coupées... Je crois que le mot d'autonomie est aujourd'hui réhabilité, sans doute grâce à ce qui se passe en Ecosse, au Pays de Galles, en Catalogne. Aujourd'hui les gens veulent plus de pouvoir pour la Bretagne. Et nous, parce que nous sommes des démocrates, nous acceptons de rester dans l'ensemble de la République Française. Du moins tant que les Bretons le veulent ainsi.

Car, que peut-on dire à nos adversaires, ceux dont je parlais tout à l'heure ? Ou bien ils sont persuadés que les Bretons se sentent français et alors ils n'ont rien à craindre. Ou au contraire, ils sont convaincus que tout cela n'est qu'un vernis et que les Bretons ne se sentent pas français. Dans ce dernier cas, ils veulent les forcer à rester français, contre leur gré. Et ce n'est pas une attitude de démocrates...

En réalité, ils sont aux abois parce qu'ils sentent bien que l'avenir leur échappe. L'Europe est là, la Corse sera bientôt autonome et, dans la foulée, ce sera le tour de la Bretagne. Dans cinq ans. Ou dans dix ans...

Le P.B. : *On te sent en colère, ce que confirme ce dernier titre de ton album, la reprise de « Suite Sudarmoricaine ». A ton avis, pourquoi s'obstine-t-on en France à s'intéresser davantage aux Inuit qu'aux Bretons ?*

A.S. : C'est vrai, c'est un coup de gueule. Au bout d'un moment, tu n'en peux plus. Quand tu vois des gens que tu respectes, que tu as même admirés, par exemple Gisèle Halimi pour son combat pour les droits des femmes, tu ne peux pas admettre que ces mêmes gens se battent contre les droits culturels de l'Homme, contre tes droits.

Ils se disent de gauche mais leur seule idée, c'est la France, qu'ils ont déifiée. Une certaine idée, mythique, de la France, celle de Jeanne d'Arc ou de Charlemagne. Ce sont les vrais héritiers du projet royal français, de la royauté française. Ils ont hérité d'un bout d'empire romain et ils se disent, on l'a, on le garde. Et leur soi-disant républicanisme n'est que le vieux rêve royal français. Et ce que je dis là est aussi vrai pour Charlie Hebdo que pour Arlette Laguillier. Et dire qu'ils se revendiquent d'extrême-gauche.

Le P.B. : *« Sans toi le monde n'existe pas », chantes-tu, à propos de la Bretagne. Une phrase qui rejoint un peu celle de Jean-Do Robin que le Peuple Breton a reprise à son compte : « La Bretagne est l'endroit où le Monde prend ce nom ».*

A.S. : Oui, moi aussi, j'ai apprécié cette phrase. La question est simple : peut-on s'affirmer internationaliste et nier l'existence d'une partie de l'Humanité ?

Je refuse le prétexte selon lequel il y a des gens, des peuples, plus malheureux que les Bretons. On trouve toujours plus malheureux que soi. Est-ce une raison pour ne pas se battre ? Ce n'est pas parce que les Québécois sont mieux traités que les Bretons qu'ils doivent cesser de se battre. Et ce n'est pas parce que les Bretons sont moins malheureux que les Ethiopiens qu'ils ne doivent pas réagir et lutter.

Le P.B. : *Venons-en maintenant à la question rituelle. Quels sont tes projets ?*

A.S. : Et bien, tout d'abord ma tournée 2000-2001. Une tournée mondiale qui me conduit de France en Belgique, en Espagne, en Italie, en Espagne, en Allemagne, aux USA, en Grande-Bretagne et, bien sûr, en Bretagne... aux Tombées de la Nuit à Rennes, aux Vieilles Charrues, au Festival du Bout du Monde. En septembre, il y a une grosse tournée de prévue aux USA, en novembre je serai à Paris et puis il y aura aussi la Nouvelle Calédonie et j'espère l'Asie du Sud-Est...

Sur scène, nous jouerons à quatre avec deux musiciens de l'album, Xavier Geronimi aux guitares électriques et Marcel Aubé à la basse et puis un batteur, Hubert Motteau. Et nous jouerons dans l'esprit de l'album, une synthèse en même temps resserrée et assez rock entre les débuts et une musique de l'an 2000.

Pour le reste, j'ai plusieurs projets d'écriture, avec peut-être un premier petit bouquin l'an prochain et pas moins de sept albums en chantier, ce qui me fait dire qu'on est loin d'avoir fait le tour de la question.

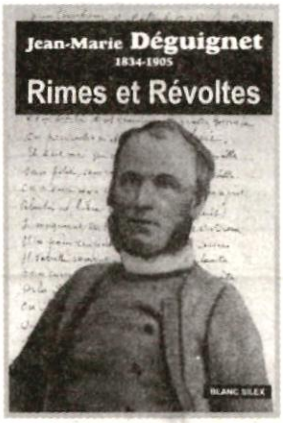
Propos recueillis par Pierre MORVAN

◆ Rimes et Révoltes

On a très souvent parlé des *Mémoires d'un Paysan Bas-Breton* de Jean-Marie Déguignet, qui a eu le succès que l'on sait, avec plus de 60.000 exemplaires vendus à ce jour. Cet ouvrage a été publié aux Editions An Here en 1998, de même que les *Contes et Légendes de Basse-Cornouaille* du même auteur.

Un an plus tard, un troisième ouvrage de Jean-Marie Déguignet, intitulé *Rimes et Révoltes*, est publié, cette fois par les Éditions Blanc Silex de Quimper.

En dehors d'être un autodidacte, libre penseur qui avait commis au cours de sa vie tumultueuse une quarantaine de cahiers de ses «aventures», notre homme se révèle aussi avoir été un poète. C'est donc ses poèmes que nous trouvons dans le présent opuscule.



Au-delà de l'aspect poétique, le mot *Révoltes* contenu dans le titre trouve ici tout son sens. Car c'est bien de vers tonitruants qu'il est question. Jean-Marie Déguignet règle de façon peu académique, voire outrancière, ses comptes avec quelques-uns de ses contemporains de la bonne société. Que ce soit Anatole Le Braz, qu'il accuse de lui avoir volé ses manuscrits, et qui en prend largement pour son grade, les nobles propriétaires de fermes qu'il exploita, ou encore des prêtres de l'époque.

Avec *Rimes et Révoltes,* Jean-Marie Déguignet a trempé sa plume dans le vitriol, et le verbe se fait acerbe. Je ne sais si ces quelques vers ont eu l'effet escompté à l'époque. En tout cas, leur lecture permettra de découvrir une autre des multiples facettes de cet empêcheur de versifier en rond.

Philippe COUSIN

95 pages, 78 F, Editions Blanc Silex.

◆ La danse bretonne



Je vous en avais parlé dans le PB de septembre, lors de mon entretien avec Alan Pierre. Avec un peu de retard, voici enfin sorti le livre sur *La Danse Bretonne* co-signé par Alan Pierre et Daniel Cario, publié par les Editions Coop Breizh, dans la collection de poche *Les Indispensables*, qui comprend par ailleurs des ouvrages sur la musique bretonne, irlandaise ou écossaise.

Depuis la thèse de Jean-Michel Guilcher sur *la tradition populaire de danse en Basse-Bretagne* dans les années 60, rien d'important n'avait été écrit sur le sujet.

Même s'il ne s'agit pas aujourd'hui de comparer les deux ouvrages, loin s'en faut, force est de reconnaître qu'Alan Pierre et Daniel Cario ont accompli là un travail de premier plan. Ce n'est d'ailleurs pas Alan Stivell, qui a accepté de préfacer le livre, lui donnant par là sa caution morale, qui viendra dire le contraire.

L'ouvrage d'Alan Pierre et Daniel Cario se révèle une véritable mine à propos de la danse, accordant au sujet une vue d'ensemble intelligemment étayée d'exemples et d'anecdotes, ainsi que d'une très riche iconographie.

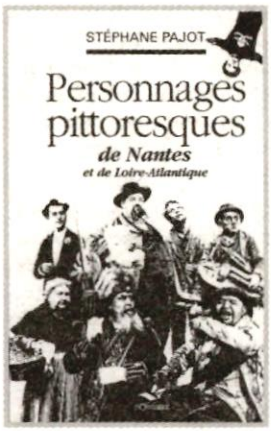
Articulé autour de deux parties, *la danse dans la société traditionnelle*, puis la *danse bretonne actuelle*, l'ouvrage explore dans les détails l'histoire et le rôle de la danse, l'accompagnement musical ou les occasions de danser, mais également son évolution sociale depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours. Le livre s'intéresse aussi à la danse dans ses formes nouvelles, et il apporte une très intéressante analyse sur le collectage, le retour des festoù-noz et les différentes structures qui gravitent autour de la danse.

Les auteurs concluent enfin leur exposé en refusant tout parti pris à l'égard des différents courants, «trad» ou «évolutifs», rendant au passage un hommage appuyé aux militants de la culture bretonne. Pour eux, «*la danse bretonne est bien vivante, comme sa musique ou sa langue...*» et «*la culture bretonne est une réalité indiscutable de cette fin de siècle*», qui «*saura affronter le troisième millénaire qui naît avec l'Europe*».

Philippe COUSIN

142 pages, 68 F, Editions Coop Breizh.

◆ Personnages pittoresques de Nantes et de Loire-Atlantique



C'est un travail de journaliste, d'enquêteur, que S. Pajot nous offre sur le Nantes de la fin du XIX[e] et du début du XX[e] siècle. Qui sont donc ces personnages pittoresques ? Deux vieilles qui s'égosillaient dans la rue pour gagner quelques pièces ; le père Zim-Zim, célèbre joueur de vielle mort en 1908 ; parmi cent autres, l'un des plus récents, un fort des halles, "La Bouillotte", lequel régnait sur le marché aux puces de la place Viarme.

Certains de ces personnages furent tellement célèbres à leur époque que l'on peut encore les admirer sur d'antiques cartes postales en noir et blanc du début du siècle.

Mise à part la fin du livre, plus contemporaine, tout le reste apparaît comme une mise en scène de la Cité des Ducs aux temps des avaleurs de grenouilles et des bonimenteurs, aux temps des premiers trams et des bateaux à voiles : on y buvait sec, et la ribaude était toujours prête à consoler le solitaire (pourvu qu'il ait quelques sous dans la poche !).

C'est aussi le port, avec le transbordeur et toute son histoire, qui revit au fil des pages, grâce à de très belles images dont certaines ont plus d'un siècle (photos, cartes, affiches). Personne, en refermant ce livre, ne pourra oublier Petit-Jean, 204 kilos, professeur de danse, ni la tête de mort sur le maillot de "l'homme qui va mourir", un plongeur audacieux qui se noie devant des milliers de personnes, un dimanche après-midi, alors qu'il vient de se jeter du haut du pont transbordeur. Et il y en a encore tant d'autres...

Pour finir sur une note de bon goût, S. Pajot nous a retrouvé une photo de Clémence, la "mère" du fameux beurre blanc nantais, et avec sa coiffe (pas le beurre, Clémence) !

Pour les nostalgiques, pour les nantophiles... et pour tous les autres !

Etienne GASCHE

Stéphane Pajot, Ed. d'Orbestier, 120 F.

◆ Pour les enfants, de vraies créations



Deux livres très originaux s'adressent aux jeunes enfants qui découvrent la lecture.

➤ ***Poèmes pour sourigoler*** est un livret de 32 pages, avec de petits poèmes d'Alain Boudet, écrit gros, avec une typographie bien aérée : idéal pour le père (ou la mère !) qui veut faire la lecture le soir à son enfant. Rimailles, allitérations, fantaisies diverses, le succès est assuré. Les mots sont simples, la fantaisie est toujours là, y compris dans les dessins en couleurs de Christophe Loupy. (Editions Blanc Silex, 35 F).



➤ ***Oh la la l'eau*** est un beau livre cartonné qui s'adresse à des enfants de primaire. Il s'agit d'un texte éducatif sur l'eau, le soleil, l'océan, l'écologie. Le ton est débridé, fantaisiste, le propos de Corinne Azilis et Isabelle Moign n'est jamais ennuyeux. Les illustrations en couleurs de Jean Moign sont très réussies. Le livre est accompagné d'un CD qui comporte trois chansons sur la merveilleuse histoire de l'eau. Chansons drôles, très réussies, à écouter à l'école ou à la maison. (Editions Blanc Silex, 49 F).

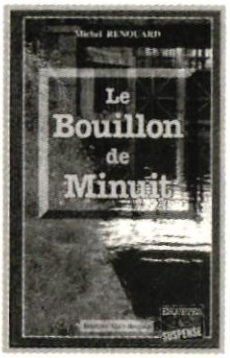
Deux très belles productions d'intérêt général, conçues et réalisées en Bretagne !

J.J.M.

◆ Trois petits romans bien enlevés



Gérard Alle, l'ancien rédacteur en chef de *Nekepell* publie un petit roman tonique, ***Un air à faire pleurer la mariée***, aux éditions Baleine, collection velours (150 pages, 39 F). C'est un récit alerte, léger, souvent en langage parlé, populaire, truculent. Avec un peu de drague et d'érotisme. La réalité bretonne d'aujourd'hui est bien présente : le Centre-Bretagne, le fest-noz, l'agriculteur célibataire, la vie sur la côte quand les touristes s'en vont.



Dans un style très différent, Michel Renouard nous donne un quatrième "polar" (Bargain, 189 pages, 42 F). ***Le Bouillon de Minuit*** nous fait connaître, sur le mode humoristique, le monde du "bio" et des végétariens, avec une histoire très loufoque d'obélisque offert par l'Egypte à la capitale (bretonne) du crachin. Tout ceci est le prétexte pour se moquer de beaucoup de choses, avant que le célèbre commissaire Gabacho élucide le crime de la rue "Durant des Loches". On sourit souvent, de beaucoup de choses, sérieuses ou non.



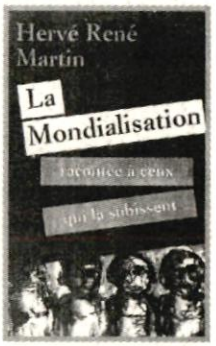
Quinzième titre pour Mary Lester ! Jean Failler publie, aux éditions du Palémon à Quimper, ***Les gens de la rivière***, une nouvelle aventure de la célèbre policière en kabig. De même qu'il y a eu les westerns spaghetti, il y a désormais les polars "breizh". Comme ingrédients, de bonnes descriptions de milieux et de lieux de Bretagne, des intrigues bien construites, une écriture d'accès facile, des personnages bien identifiables, un peu caricaturaux. D'où l'intérêt de la télévision pour ces aventures sympathiques (316 pages, 48 F).

J.J.M.

◆ La mondialisation racontée à ceux qui la subissent

Répondre à la dictature des marchés par la réappropriation collective de l'avenir de notre monde, tel est l'objectif fixé par le mouvement d'éducation populaire ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens).

Dans un petit livre, d'accès facile et bien écrit, Hervé René Martin, écrivain et responsable d'ATTAC dans le Var, remplit cette mission d'éducation populaire en expliquant de manière simple et claire les mécanismes financiers de la mondialisation, démontrant ainsi que tout un chacun peut comprendre, et par conséquent, agir.



C'est un outil précieux, très bien documenté, comportant des faits précis, des chiffres, des citations, de nombreuses références. Il fait un tour d'horizon des conséquences de la mondialisation, que ce soit dans les pays du Nord ou dans les pays du Sud, dans les divers domaines de la vie ; économie, culture, santé, alimentation, éducation, etc. Saviez-vous, par exemple, que 0,1 % du revenu mondial permettait un accès universel aux services sociaux de base ?

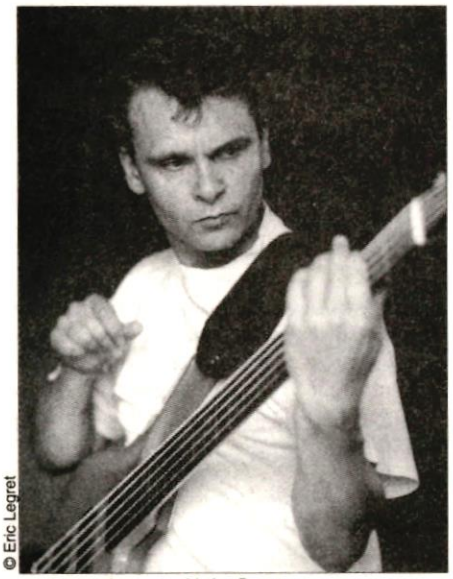
Un autre intérêt de ce livre, c'est qu'après avoir dressé un tableau accablant de la situation, Hervé René Martin ne nous abandonne pas à notre désespoir, mais nous invite à l'optimisme en nous démontrant que des solutions existent, que chacun peut agir. On a envie d'y croire !

D'autant plus qu'il réussit à faire passer tout ça à travers un roman, genre polar métaphysique, où on retrouve les ingrédients habituels : un enquêteur poète, sensuel et amoureux, une femme initiatrice qui détient la clé du mystère, une touche subtile d'érotisme.

Un livre indispensable, donc.

Mireille LE LIBOUX

(Editions Climats, 169 pages, 60 F)


© Eric Legret

Alain Genty


D.R.

Christian Lemaître, Jamie Mc Menemy.

GOUEL ERWAN - GRAND CONCERT FEST'YVES

le vendredi 19 mai – Tarif : 60 F – Gratuit pour les mineurs

(Les recettes du concert iront à la Ligue de Protection des Oiseaux, à Bretagne vivante et à Diwan). Ce concert est dédié au peuple tchétchène.

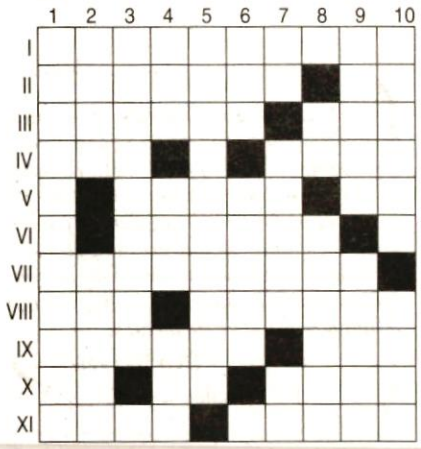
Avec : ANNIE EBREL - KRISTEN NOGUES - SOÏG SIBERIL - ALAIN GENTY - KARL GOURIOU - PATRICK MOLARD - JACKY MOLARD - DOMINIQUE MOLARD - LAURENT JOUIN - GILBERT BOURDIN - CHRISTIAN LEMAITRE - JAMIE MC MENEMY - MOAL-CHAPLAIN - CHRISTIAN ANNEIX - PIERRICK LEMOU - PIERRICK TARDIVEL ET D'AUTRES !

LES ARCS KEWENN 02 97 05 01 07

Mots Croisés Bretagne-Celtie

n° 125

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. Rappeler le nom de ces volatiles a peu de chances de flatter les Bretonnes. – II. Son église est consacrée à une Ste Radegonde qui n'était pourtant pas native du Morbihan ; Au-dessus de nos têtes. – III. Pour un Breton, s'intègre tout naturellement au réel ; Devenir père le met en joie. – IV. La tendre est un signe d'humilité ; Curieusement, celui de Bretagne ne se situe pas au bord de la mer. – V. Telle l'atmosphère du bord de mer ; Adverbe de négation. – VI. Sa roue ne lui permet pas de rouler. – VII. Sorte d'enroulement. – VIII. Lettres de Gourin ; Considéré comme le plus beau cours d'eau à saumons de Bretagne. – IX. Des reptiles peu attirants ; Une grève sans conflit bien que permanente. – X. Céréale ; Au cœur de Baud ; Nombre pair. – XI. Des saints, des frères ou des îles ; Fleuve du Finistère.

VERTICALEMENT : 1. Des voiles qui ne doivent rien, entre autres, à La Fontenelle ou à Marion du Faouët. – 2. Pays celtique ; Plutôt lourde, lancée par le postier breton. – 3. Telle l'anémone de mer, par exemple. – 4. Compagnon malheureux de St-Malo ; Alarme pour Romains ; Sein n'en a pas le monopole. – 5. Empêchent les coiffes de s'envoler. – 6. Sa fleur est délicatement parfumée ; Dans l'œuvre de Villiers. – 7. Suffixe breton francisé ; Poisson religieux ? ; Inséparable du drapeau breton. – 8. Lettres de Taden ; Inversé : A Venise mais non à Vannes. – 9. En Bretagne certains de ses gisements furent exploités jusqu'au XX^{e} siècle ; Sous son règne, fut réprimée la révolte de Boudicca. – 10. Sorte de raie pleine d'énergie ; Monarque.

Mikaël ERWAN

SOLUTION du n° 124

Horizontalement : I. PLOUGASTEL. – II. AULNE ; OUZ. – III. IC ; ANELLOU. – IV. MEINEREZH. – V. P.R. (PIERRE RONARC'H) ; IRAN ; C.M. (CHARLES MONSELET). – VI. ONOMATOPEE. – VII. LE SEL ; TA (TANGWALL). – VIII. SM ; ARSAV. – IX. ILIENNES. – X. SNANES (SENANS) ; EON. – XI. EONTRED ; FT.

Verticalement : 1. PAIMPOLAISE. – 2. LUCERNE ; LNO – 3. OL ; OSSIAN. – 4. UNANIMEMENT. – 5. GENERAL ; NER (REN). – 6. ERAT (TARE) ; ANSE. – 7. LENOTRE. – 8. TOLZ ; PASSE. – 9. EUOHCE (ECHOUE) ; OF. – 10. LZU (LUZ) ; MERVENT.

Festoù noz

SAINT-BRIEUC

le 6 mai

(salle Robien, à partir de 21 h)

Telenn, confédération des associations de culture bretonne du pays briochin avec Bizibul, Guilloux-Le Flohic, Le Coant & Mahé, HCH+.

(Prix 35 F)

●

QUIMPER

le 13 mai

(Au Chapeau Rouge, à 21 heures)

L'association brito-basque Kemper-Arrasate, organise son fest-noz annuel avec Startijenn - Penn-da-Benn les frères Quéré - Kergoulay & Billon.

(Prix 35 F)

Festival

KLEG 2000, le Festival en Awen se déroulera les **5, 6 et 7 mai**, à Clégue-rec, bien sûr.

Au programme, pêle-même, Michel Aumont, les Sonerien Du, les Bleizi Ruz en fest-noz ; Quemener, Le Bars et Pellen en concert, etc.

Le dimanche 7 mai, concerts avec Denez Prigent, EV, les Pires, Merzhin ; un fest-noz trad avec les frères Morvan, les Trouzerion, Malrieu-Urvoy et aussi beaucoup d'autres dont Carré Manchot, les Traines Mauriennes, etc.

Toute la colonne du P.B. ne suffirait pas à détailler le programme. C'est dire !

Théâtre

Skeudenn Bro-Roazhon invite la troupe de théâtre **"Pen ar Bed"** qui présentera

"Arsenik ha koz dantelaj"
"Arsenic et vieilles dentelles

le 18 mai, à 20 h 30,
salle de spectacle de l'OSCR - Maison du Champ de Mars à Rennes.

Ce spectacle sera proposé en breton, un résumé en français étant disponible à l'entrée.

✆ 02.99.30.06.87

«C'est bien sûr avec plaisir et fraternité que je renouvelle mon abonnement et vous annonce la sortie prochaine d'un «fanzine» qui ira loin (Celtéane – La revue de la culture celto-occitane – 23, rue Armand Dutreix à Limoges) (...) Si notre initiative de créer une sorte de jumelage entre nos deux cultures peut paraître saugrenue, elle est, pour nous, naturelle (...) Sur ce, continuons à travailler dans l'affirmation et le partage de nos différences. Le Ministre de l'Intérieur n'a pas que des amis !»

Cyril Coguéras
Limoges (87)

«(...) A propos de l'article de Yann Fiévet sur la «Nouvelle économie», globalement, je partage son analyse de la situation, mais un peu moins la véhémence de son diagnostic. Je suis bien convaincu que, de fait, les plus démunis risquent de voit l'écart social se creuser un peu -ou beaucoup- plus avec l'essor des technologies et de la «Nouvelle économie» (...)

Toutefois, le vilain système politique actuel permet à des travailleurs sociaux de prescrire aux jeunes de 16 à 26 ans, de niveau VI ou VII en particulier, ce qu'on appelle un «chéquier Micro». Financé par les collectivités locales, ce dispositif permet d'initier ou de renforcer les compétences en informatique et bureautique du jeune public reçu dans les Missions locales. Il existe, par ailleurs, bien des moyens d'impulser cette dynamique d'accès aux outils. Encore faudrait-il que les «adultes», les gens «sérieux», les professionnels de tout poil soient un peu plus ouverts et moins hargneux contre les nouvelles technologies ! (...) Parce que moi, je crois sérieusement que le «retard» culturel, social, que les plus démunis connaissent, peut être efficacement compensé par l'accès aux nouvelles technologies. Beaucoup plus efficacement que par le biais les plus classiques. Et je revendique 4 ans de pédagogie sur le terrain, en tant que formateur, pour appuyer mon avis.

Enfin... peut-être suis-je un de ces doux rêveurs, si souvent moqués sous prétexte que ce sont toujours les plus riches et les plus malins qui profitent de la vague (...)».

D. D.
Sotteville-lès-Rouen

La paie des fonctionnaires et les pensions des retraités de l'Etat de Bretagne sont bloqués par les grévistes, annonce le Trésorier payeur général. «Intox», répondent les syndicalistes du Trésor qui assurent que la quasi totalité de l'argent devrait partir, comme prévu, à la fin mars...

«Vous ne le saviez peut-être pas, mais le gouvernement breton a quelques problèmes avec ses fonctionnaires. L'Etat de Bretagne risque de ne pas pouvoir les payer ce mois-ci. Cette inquiétante nouvelle n'est pas le fruit de l'imagination de quelque auteur de politique-fiction. Non, c'est le quotidien Ouest-France, que vous connaissez peut-être, qui nous l'apprend dans son édition du 18-19 mars dernier.

Permettez-moi, en tant que lecteur régulier du Peuple Breton, de m'étonner de voir le statut particulier que vous proposez pour la Bretagne très en retrait par rapport à celui qui est défendu par ce quotidien.

Voilà qui lui pardonnera les quelques «Grand Ouest» qui ont pu lui échapper de temps en temps. A galon ganeoc'h»

Louis Bellec
Pontivy

«Vous trouverez ci-joint un chèque pour un abonnement de soutien au Peuple Breton (...) Si les articles que j'ai l'occasion de lire dans le P.B. sont de grande qualité, certains domaines comme l'économie, l'agriculture, la pêche ne sont pas assez représentés.

Kenavo.»

A.T.
Ploujean (29)

«Dans le numéro 434 du Peuple Breton, vous avez comparé Jean-Pierre Chevènement et Renaud Marhic à Paco Rabanne. Après les piteuses prophéties de ce dernier, celui-ci, au moins, s'était excusé publiquement à la télévision. On aimerait voir nos deux prophètes de la République universelle faire de même».

Divi Kervella
Ploulec'h (22)

-«Le Peuple Breton a publié en février 2000 une publicité du CMB où notre banque bretonne se félicitait de la création des chéquiers en breton il y a plus de 20 ans.

La publicité cache une autre réalité.

Les dits chéquiers en breton sont en fait des chéquiers bilingues. Comme tels, ils sont donc susceptibles d'intéresser à la fois la clientèle bretonnante et la clientèle francophone, c'est-à-dire en gros 100% de la clientèle du CMB, en assurant par la même occasion la promotion de la langue bretonne.

Cependant ces chèques sont ultra-confidentiels. En 20 ans d'existence, le CMB n'a pas tenté, ou n'a pas été tenté, de les faire connaître en Bretagne. Aucun document n'a jamais été proposé aux clients concernant ce produit, alors que le CMB est le seul à le proposer.

Qui plus est, comme on peut le vérifier tous les jours, bien des employés ignorent totalement l'existence des chéquiers bilingues, ce qui est un comble. Ils ne le proposent donc jamais aux clients, qui doivent le demander, et informer eux-mêmes les employés.

Il est évident qu'une telle politique à l'égard d'un autre produit bancaire serait absolument inimaginable.

De plus, les guichets automatiques, qui proposent la demande de renouvellement des chéquiers, mentionnenent 3 types de chéquiers numérotés de 1 à 3. Or les chéquiers bilingues sont de type 4.

Nous pouvons tous écrire au directeur du CMB et aux directeurs des caisses locales, pour demander :
– que les employés et les clients de la banque soient informés de l'existence des chéquiers bilingues, par affichage interne et par lettre du CMB,
– que les guichets automatiques proposent, comme à l'avenir les employés, les chéquiers bilingues,
– que les guichets automatiques proposent leurs services en langue bretonne comme en français, à l'exemple de ce qui se pratique dans d'autres pays bilingues ou plurilingues.

Les associations bretonnes, cercles celtiques, cours de breton, et autres, peuvent décider de distribuer à tous leurs adhérents et donateurs, et plus particulièrement ceux qui payent leurs adhésions par chèque monolingues du CMB, une feuille d'information pour les aider à obtenir des chéquiers bilingues».

Mark Kerrain
Rennes

«J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article en breton de M. Paul le Meur sur les Coptes (PB/PV n° d'avril). Permettez-moi de vous féliciter pour la haute tenue de l'article : sur le plan vocabulaire, j'ai dû, à maintes reprises, avoir recours au dictionnaire ! N'ayant pas cette aisance, je me contente d'écrire en français. Au moment de la réception du Peuple Breton, je revenais, avec mon épouse, d'un séjour d'une quinzaine de jours en Egypte dont le but principal, pour moi, était de constater de visu la situation actuelle des Coptes (...) Je n'ai pas été déçu (...).

Les Coptes demandent que soit enseignée officiellement la vieille langue de l'Egypte. Mais opposition immédiate des islamistes bornés. Le gouvernement n'accepte l'enseignement du copte que dans des écoles et cours privés. Il n'y a, à ce jour, aucune production de textes ou chants non-religieux en langue copte. Et pourtant, quel potentiel ! (...)

Une réflexion m'est venue à l'esprit. Les Coptes sont de nos jours une minorité persécutée dans leur propre pays. Paris a élevé dans ses murs un «Institut du Monde Arabe» : l'intention est bonne mais incomplète, car des étouffeurs de cultures s'en servent pour justifier leur politique. Il serait du rôle de la Bretagne d'avoir un «Institut des Cultures mondiales minorisées» dans lequel prendraient place naturellement les Coptes, auprès des Berbères, des Tibétains, des Quéchuas, des Touaregs, et de centaines d'autres (...).

En agissant ainsi, nous enlèverions l'argument du repliement de la Bretagne sur elle-même, car ce serait une ouverture concrète sur le monde entier».

Marcel Couëdel
Loudéac

L'idée de M. Couëdel est en effet excellente. Mais où la Bretagne trouvera-t-elle les fonds nécessaires à la concrétisation d'une idée aussi généreuse ? Avec son budget actuel de moins de 4 milliards de francs, l'institution régionale en serait bien incapable...

««Merci à tous pour le bonheur mensuel que me procure le Peuple Breton. Bon courage !»

Eric B.
Pleubian (22)

«En ce qui concerne la citoyenneté bretonne dont certains lecteurs bretons «expatriés» (comme M. Landrein dans le n°435 de mars 2000) semblent rejeter les propositions de l'UDB, je tiens personnellement à donner mon avis sur la question. Je suis moi-même breton, résidant maintenant en région parisienne et j'estime, pour ma part, que, de ce point de vue, l'UDB fait le bon choix. Seuls les Bretons et les non-bretons résidant en Bretagne doivent participer à la vie politique de ce pays (...).

Dans une logique de démocratie de proximité, si peu chère aux centralisateurs parisiens. Ces derniers n'ont de cesse d'ailleurs en ce moment, on le sait, de tenter de nous faire passer pour de parfaits petits nazillons (...). Alors, de grâce, ne rentrons pas non plus dans leur jeu : le paragraphe de M. Landrein sur les retraités jacobins vivant en Bretagne, même s'il soulève une réelle question, pourrait être en revanche très mal intéprété.

En ce qui concerne les propositions même de l'UDB, j'avoue ne pas bien les connaître (...) mais déjà une chose m'interpelle dans les termes «Bretagne dotée d'un statut particulier» (...) Avec un Etat aussi empirique que l'Etat français, ne risque-t-on pas d'aller tout droit vers l'enlissement? (...) Un statut pour la Bretagne, absolument, mais particulier, à mon avis surtout pas».

J.M. Aoustin
Poissy (78)

L'UDB est favorable à une évolution des institutions françaises vers le fédéralisme interne, mais le fédéralisme ne signifie pas pour autant un traitement de toutes les régions à l'identique. Faudrait-il se résoudre à une sorte de fédéralisme jacobin pour se débarrasser du jacobinisme tout court ? ...

Ce que nous souhaitons – un statut particulier pour la Bretagne dans le cadre d'une France Fédérale – n'a rien d'extraordinaire puisque l'Espagne fonctionne depuis vingt ans avec 17 communautés régionales autonomes qui n'ont pas toutes les mêmes compétences. En outre, Lionel Jospin pour la Corse et Jacques Chirac pour les départements d'outre-mer se sont récemment prononcés pour un statut «sur mesure» ou «à la carte». Ce qui est valable pour la Corse et les DOM ne le serait-il pas pour la Bretagne ?

Nous ne le pensons pas, nous pensons même tout le contraire».

Devoir de mémoire ? Parlons-en !

Il y en a qui peuvent rire de tout, mais en Bretagne la période n'est pas à l'humour. On nous parle de plus en plus de «devoir de mémoire». N'étant pas historien, je me réfère uniquement à la mienne et à ce qu'elle a enregistré depuis une cinquantaine d'années.

Ici, en Bretagne, trois morts inutiles dont celle de Laurence Turbec, qui n'avait rien demandé. La foule était digne en la petite église de Kerfeuntun, en 1976, comme elle l'était en celle de Quévert en 2000. Des jeunes gens s'en vont, qui auraient pu rester longtemps avec nous construire un pays vivant.

Ailleurs, des donneurs de leçons qui me forcent à penser aux millions de morts de Madagascar, du Viêt-Nam, de la guerre d'Algérie, aux récits de «militaires» français qui enfermaient leurs prisonniers «viets» dans les cuves à eau de leur L.C.T. pour les étouffer, et aux «corvées de bois» en hélicoptère pour les «fels» d'Algérie. Il y a encore les centaines de morts du métro Charonne et de la cour de la préfecture de police de Paris, ou Malek Oussekine ou encore Riad Hamlaoui tué d'une balle dans la nuque à Lille, il y a une quinzaine. Ma mémoire, c'est aussi Ouvéa ou les 29 victimes du GAL sur le territoire français avec la complicité de certains services officiels. Je n'oublie pas non plus la torture, rue des Saussaies, à 20 mètres de l'Elysée et l'attentat organisé par les services de l'Etat contre le Raimbow-Warior en Nouvelle-Zélande, où un photographe portugais perdit la vie…

Les historiens ont de quoi s'occuper, et il n'est pas difficile de prédire de quel côté penchera la balance de l'horreur. D'ailleurs, d'où vient le mot «terrorisme» lui-même ?

AL LOUARN

PEUPLE BRETON SERVICE

A notre local de Saint-Brieuc, Sylvie assure à mi-temps le secrétariat du ***Peuple Breton***. Ses permanences ont lieu :

Lundi et Vendredi :
de 9 h à 11 h 30 / 14 h à 16 h 30
et le mardi de 14 h à 18 h

Si vous avez besoin de précisions sur votre abonnement, envie de renseignements divers, ou simplement des demandes, des propositions ou des suggestions à formuler, n'hésitez pas à appeler

Tél. / fax / répondeur :
02 96 61 54 11

EXCEPTIONNEL

GRAND CONCERT FEST'YVES

le vendredi 19 mai
aux Arcs de Quéven

LE PB VOUS OFFRE 15 PLACES GRATUITES

Pour assister à ce concert, le PB vous offre 15 places. Elles seront distribuées aux 15 premières demandes reçues à notre adresse :

Le Peuple Breton,
9 rue Pinot-Duclos,
22000 Saint-Brieuc,
le cachet de la poste faisant foi.

En cas d'ex-aequo, il sera tiré au sort parmi les demandes reçues le même jour.

Abonnez-vous au Peuple Breton

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

● Souscrit un abonnement ❑
un réabonnement ❑

– tarif normal : 200 F
– tarif de soutien : à partir de 220 F
– étranger : 240 F et plus
– étranger par avion : 270 F et plus
à partir de N° inclus

● Prélèvement automatique mensuel
❑ minimum 20 F
❑ de soutien : 23 F - 25 F - 35 F
(Joindre un relevé d'identité bancaire)

● Ci-joint le règlement par :
❑ chèque postal
❑ chèque bancaire
❑ mandat-lettre
à l'ordre du
"Peuple Breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76

Musiques de Celtie... et d'ailleurs

ALTAN - ANOTHER SKY (Virgin CDV 3001 - Celtic Distribution)



Voilà déjà deux ans et demi que le groupe Altan n'avait pas fait paraître d'album, et les sonorités particulières de leur Donegal natal commençaient à nous manquer.

Une lacune aujourd'hui comblée avec la sortie récente de leur neuvième album **Another Sky**, un disque à la fois superbe et original, dans la droite ligne de leurs précédents opus.

Nous y retrouvons donc les recettes musicales qui ont fait le succès du groupe depuis 13 ans qu'ils écument les scènes internationales, à savoir un florilège de chansons et de morceaux instrumentaux, solidement enracinés dans la tradition du Donegal, avec une nette prédominance cette fois pour les chansons (huit sur treize morceaux).

C'est donc l'occasion de retrouver la voix limpide et expressive de Mairéad Ni Mhaonaigh sur des morceaux comme *Beidh Aonach Amàrach, Green Grow the Rushes* de Robert Burns, ou, plus inattendu, *Girl from the North Country* de Bob Dylan.

Pour autant les reels et les jigs ne sont pas oubliés, témoin *The King of Meenasillagh* ou *Gusty's Frolicks* qui attestent d'une musique puissante, dynamique, pleine de caractère, où les musiciens du groupe rivalisent de talent avec les innombrables invités de l'album. Citons seulement Steve Cooney à la guitare, Jimmy Higgins au bodhràn, Jerry Douglas au dobro, et bien entendu l'inévitable Donal Lunny, aux claviers pour changer.

Au final, encore un excellent album pour un des meilleurs groupes irlandais actuels.

Déjà, il se murmure ici et là qu'ils pourraient venir jouer en Bretagne en août prochain. Surtout ne les ratez sous aucun prétexte !

DONAL LUNNY - SAINT PATRICK 2000 (Keltia Musique KMCD 105)

Décidément, la Saint-Patrick fait recette ce côté-ci du Channel depuis quelques années. Et lorsque c'est pour nous apporter de la bonne musique, pourquoi bouder son plaisir ?

Témoin le nouvel album paru chez Keltia Musique, sous licence du label dublinois Hummingbird, intitulé comme il se doit **St Patrick 2000**, et produit par le légendaire... Donal Lunny.

Parler de nouvel album de ce dernier serait pour tout dire inexact. Le second CD du groupe Coolfin paraîtra en fait un peu plus tard dans l'année.

Pour l'heure, il s'agit d'un double album destiné à fêter la Saint-Patrick de l'an 2000. C'est aussi la raison pour laquelle figure en bonne place le titre *Millenium Suite*, un morceau de près de 15 minutes commandé par la RTÉ (TV irlandaise), pour célébrer le passage du millénaire, et pour lequel il a été fait appel à une foule d'artistes des pays celtes : Gilles Servat, Sharon Shannon, Carlos Nuñez, Aly Bain, Brian Kennedy...

En ce qui concerne le reste de l'album, il s'agit d'une sorte de compilation qui retrace en 24 morceaux, et pour la première



fois, la carrière de ce musicien prestigieux qu'est Donal Lunny. Nous y trouvons aussi bien des airs de Coolfin, Planxty, Moving Hearts... que des morceaux interprétés avec Sharon Shannon, Maighread et Triona Ni Dhomhnaill, Orion ou Liam O'Maonlai, extraits des nombreux albums auxquels Donal Lunny a participé. Figure également un extrait de la bande originale du film *This is my father*, qu'il a composée l'an passé.

Un album de premier plan, pour célébrer une date unique. Et lorsque je vous aurai dit que ce double album est au prix d'un seul CD, vous n'aurez plus aucune raison de vous en priver.

THE CHIEFTAINS - WATER FROM THE WELL (BMG/RCA 09026 63637 2)

Après bien des années d'errance dans les eaux troubles de la pop musique, du rock ou de la country, revoici les Chieftains tels que dans les années 70, c'est-à-dire bien présents dans la tradition irlandaise.

C'est donc un retour aux sources qu'expriment là Paddy Moloney et ses acolytes, en l'occurrence un long voyage musical à travers leur pays, pour y retrouver les richesses si différentes de chaque comté.

En 17 titres, vous retrouverez des mélodies originaires aussi bien de Wesport, là où Matt Molloy possède un pub fameux, que du Kerry au sud-ouest, de Wicklow au sud de Dublin, ou encore du Donegal.

Pour les accompagner dans ce périple musical, quelques amis les ont rejoints, Altan, la harpiste nord irlandaise Janet Harbison, Ashley Macisaac, violoniste du Cap



Breton en Nouvelle-Ecosse, ou le Kilfenora Ceilidh Band.

Quelques chansons agrémentent l'album, interprétées par Kevin Conneff ou encore Ciaran O Gealbhain, célèbre chanteur de sean-nos.

Bref, bien du beau monde pour un album de qualité, avec des Chieftains qui, plus de 30 ans après leurs débuts, font preuve d'une vitalité surprenante.

I MUVRINI • A STRADA (EMI 7243 5 25345 2)

En près de 25 ans de carrière, le groupe corse I Muvrini a produit près d'une quinzaine d'albums, qui ont chacun marqué d'une pierre blanche le long chemin d'un succès grandissant, au fur et à mesure que leur notoriété dépassait les frontières de leur île, puis de l'hexagone.

Pourtant, jamais un seul *Best of*, ce qui aurait pu se concevoir avec une telle longévité. C'est aujourd'hui chose faite avec **A Strada** (Un Chemin). Tout un programme !

Les Mouflons nous livrent ici en quelque 18 titres, plus 11 morceaux pour le second CD de polyphonies en édition limitée, quelques-unes des plus belles plages qui ont jalonné une carrière en tous points exemplaire.

Avec **A Strada**, les frères Bernardini ont choisi d'enraciner un peu plus encore les couleurs musicales qui sont celles de l'ouverture au monde.

Aux polyphonies ancestrales se mêlent donc les couleurs métissées de la musique celtique, cajun, jazz ou pop. Sur quelques morceaux, des compagnons prennent part au voyage, comme Sting sur *Terre d'Oru*, Florent Pagny sur *Terra*, Dan Gharibian du groupe Brastch sur *Vo Lu Mondu*, ou surtout l'inoubliable Josephina, jeune chanteuse d'origine gitane, qui les accompagnait lors de leur tournée d'été 99, pour la magnifique *Un so micca venuti*.

Et enfin, moment grandiose, la reprise d'un standard de la chanson, Amsterdam de Jacques Brel. reprise en français et en corse par un Jean-François Bernardini au meilleur de lui-même.

Un album essentiel pour un groupe de légende.

Philippe COUSIN

Selaouit

par Pierre Morvan



Alan STIVELL : « Back to Breizh » (Dreyfus Musique, Sony)

Un peu d'histoire, pour commencer, histoire de remettre quelques pendules à leur place. Nous sommes à mi-parcours des seventies. Les festoù-noz n'intéressent pas encore grand monde, les bagadoù donnent l'impression de ronronner doucement, la musique et la chanson bretonnes, qui renaissent peu à peu au monde, se cherchent encore et seul Milig ar Scanv, Glenmor, a sans doute une petite idée de ce qu'elles pourraient être, de ce qu'elles devraient être... Et c'est alors qu'apparaissent Alan Stivell et sa harpe. Il ose tout, déjà, la pureté, la fusion, le bouillonnement du chaudron qu'est encore l'Olympia... et ce sera cette folle « nuit de la reconnaissance » que décrit si bien André Georges Hamon dans ***« Chantres de toutes les Bretagnes »***. D'autres, bien sûr, beaucoup d'autres, des Tri Yann aux Diaouled, des Du à Servat, lui emboîteront le pas et chacun peut aujourd'hui mesurer ce qu'il doit au génie visionnaire d'Alan.

Il est quelquefois utile de se souvenir pour mieux appréhender le présent et mieux imaginer l'avenir... Et l'avenir, c'est encore ce tout nouvel album d'Alan Stivell, le vingtième, ***« Back to Breizh »***, pour un nouveau retour, un de plus, sur le devant de la scène bretonne. ***« Back to Breizh »*** ou « Breizh is back » : le nouvel opus d'Alan fait la part belle à la Bretagne, qu'il sait si bien dire de sa voix particulière, si attachante. L'invention, le sens du détail, le souci de la perfection sont toujours au rendez-vous et Alan, épaulé par l'ancien Marquis de Sade Franck Darcel, nous offre une fois encore un disque totalement abouti.

Alan y chante, comme l'écrit Ronan Manuel qui présente l'album, « sa double appartenance » au monde celte et au monde francophone. Il y chante, le plus souvent en breton, et aussi en français, la beauté de sa terre, ses rêves de paix et de respect mutuel, son refus de la domination de l'argent... « La beauté est partout mais, dans mon cœur, est-il mal de te préférer ? », interroge-t-il et la réponse est contenue dans la question.

Disque équilibré. Disque d'équilibriste doué, le musicien se fait funambule pour tracer la voie subtile de son pop-rock entre la luminescence de sa harpe, le phrasé d'un accordéon diatonique (celui de Fred Guichen) ou le chant aérien d'une Gwennyn Louarn inspirée. Mais au bout du compte, ni la poésie, ni l'amour, ni la tolérance, ni la quête incessante d'une paix respectueuse de l'Autre n'interdisent le coup de gueule quand la coupe déborde. Et cela donne alors cette reprise de la ***« Suite Sud-armoricaine »*** destinée à tous les « bonapartistes » de France et de Navarre, de droite ou de gauche.

« Back to Breizh » est bien un disque qui nous parle de demain. Il nous annonce que dans 2000 ans la Bretagne sera encore là, ***« avec harpes et bagages »***. Et qu'Alan Stivell n'y sera pas pour rien.

Frédérique LORY : « Instruments du diable - Musique des Anges » (Dastum, DAS 132)

A partir d'une démarche qui n'est pas sans rappeler celle d'un Roland Becker dans son ***« Jour de fête et fête de nuit »***, voici maintenant le décor sonore d'une exposition coproduite par Dastum, le Musée de la Cohue de Vannes et le Musée de Bretagne de Rennes sur le thème ***« Instruments du Diable, Musique des Anges »***, exposition consacrée à la cornemuse et à la manière dont elle fut représentée, au fil des siècles, dans le patrimoine architectural ou immobilier. En écrivant cette ***« Ronde de bruits et de chants où les sonneurs mènent finalement toujours la danse »*** Frédérique Lory, aidée par quelques musiciens ou chanteurs bien connus, nous offre une création originale et séduisante. Et livre à notre réflexion un proverbe gascon qui en vaut bien un autre : ***« Un sonneur de cornemuse est une bête qui souffle dans la peau d'une autre »***



SKOLVAN : « Cheñchet'n eus an amzer » (Keltia Musique, KMCD 107)

Les temps changent, sans nul doute, mais Skolvan est toujours bien là, même si le groupe a connu des modifications importantes depuis ***« Swing & Tears »*** paru en 1994 (déjà !). Youenn Le Bihan (riboul, bombarde) et Gilles Le Bigot (guitare) sont toujours fidèles au poste mais Yann Fanch Perroches laisse sa place à Loïg Troel (accordéon diatonique), tandis que le sax de Bernard Le Dréau remplace le violon de Fanch Landreau et que Dominique Molard (percussions) fait une entrée remarquée



Disons-le d'emblée, ces changements de personnel n'ont pas nui, bien au contraire, à l'excellente tenue de la formation qui confirme, avec ce nouveau disque, ***« Chenchet'n eus an amzer »***, sa place de valeur sûre de la musique bretonne. Aussi à l'aise pour les airs à danser - ***« An tolgenn aour »***, épatant rond de St Vincent ou ***« O vont e-biou Landevant »***, laridé de bonne facture, ou encore cette exténuante suite plinn - que pour les mélodies, telle cette superbe ***« Pedenn »*** chantée par Yann Fanch Kemener, invité de marque, tout comme Didier Squiban qui l'accompagne au piano. Magnifique encore, cette reprise en valse d'un des morceaux préférés du saxophoniste John Coltrane, ***« My Favorite Things »***. Remarquable de bout en bout, ce nouvel album de Skolvan fera date, assurément. Et vous en saurez davantage encore le mois prochain, en lisant l'interview que Gilles Le Bigot a accordée à Philippe Cousin. A suivre, donc.

Pierre MORVAN

(1) PB n° 401, mai 1997.

CONCILIABULES

Vous vous souvenez peut-être de voir Philippe Meyer épinglé ici même[1] pour avoir, lors de son rendez-vous matinal sur France Inter, comparé le son du biniou avec le miaulement d'un chat coincé dans une porte. Nous lui recommandions alors de se procurer d'urgence un sonotone. A-t-il suivi nos conseils avisés ? A-t-il tout simplement souhaité faire amende honorable ?

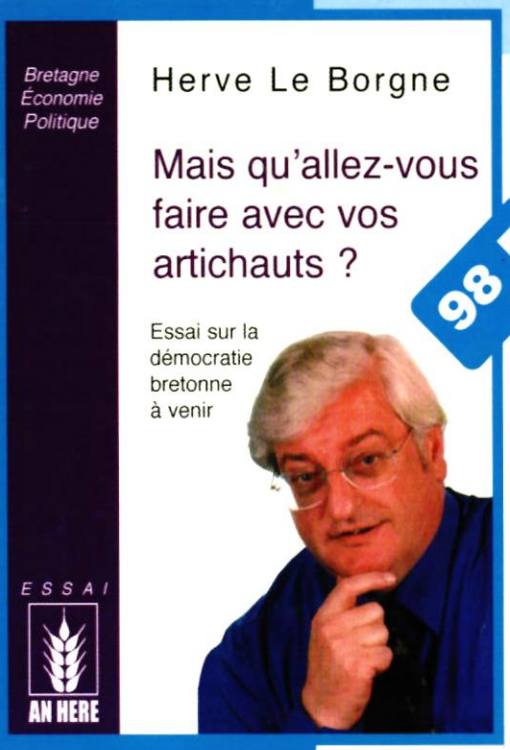
Toujours est-il que sa nouvelle émission radiophonique, « Conciliabules », s'ouvre chaque samedi matin (10 heures) sur l'intro de « Lyännäj », l'album de musique antillo-bretonne que Akiyo Ka et Carré Manchot nous ont livré il y a quelque temps déjà. Un beau geste qui prouve encore une fois que seuls les gens bornés ne changent pas d'avis... Bravo Oncle Philippe !

Et de fil en aiguille, puisque je vous parle de Carré Manchot, n'oubliez pas que le mois de mai est (entre autres) celui du Festival en Arwen : Kleg' 2000, c'est, cette année encore, une programmation hyper vitaminée et plein de bonnes surprises... (5, 6 et 7 mai à Cléguérec).

FUSION MUSIK SAINT-BRIEUC : (autodistribution au 02.96.61.69.99)



La violence est une voie sans issue, la prison en est une autre... Et la mort, bien plus encore, qui vient de nous prouver qu'il n'existe pas de violence qui soit seulement symbolique. Malgré la rage que l'on peut éprouver à l'idée que quelques jeunes Bretons, sincèrement épris de leur pays, aient pu se laisser entraîner dans cette impasse, est-il possible de passer sous silence les initiatives qui sont prises ici et là pour leur apporter, et à leurs familles, une aide humanitaire ? En rappelant au passage que la France bat des records en matière de détention préventive, ce pour quoi elle a d'ailleurs déjà été condamnée. Parmi ces initiatives, cette compilation qui ne réunit pas moins de 18 groupes du pays briochin, représentant des genres musicaux très différents, du trad' au hard-rock en passant par le chant de marin. Et qui est vendue (80 F) au profit exclusif de Skoazel Vreizh.

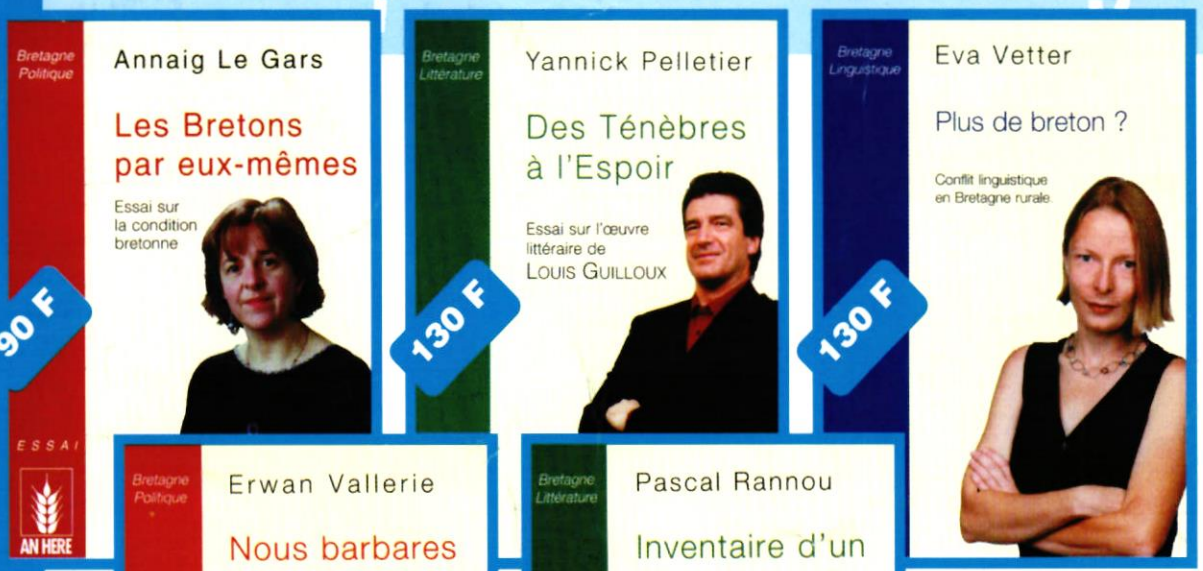


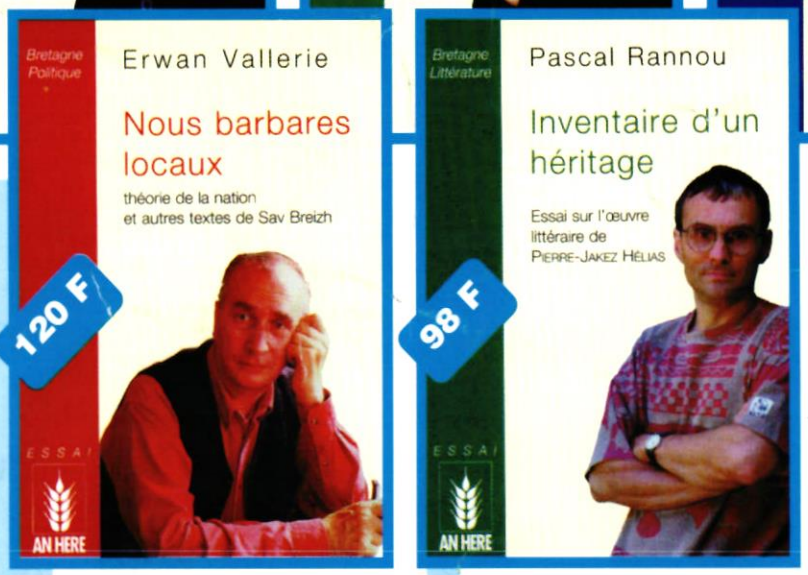
De l'histoire à la prospective, de l'économie à la culture en passant par la politique, un tour de Bretagne original, en compagnie de Glenmor.

Trente ans après le plaidoyer de Morvan Lebesque pour la culture bretonne et la démocratie française, ce réquisitoire contre l'état français est aussi un hymne à la gloire d'une culture revivifiée, en quête de son support politique naturel : l'Europe.

Trente ans de militantisme, dont vingt d'enseignement et de journalisme, Hervé Le Borgne est actuaire et universitaire.

Des écrits essentiels pour connaître la Bretagne





BRETAGNE
Économie
Politique
Linguistique
Littérature

ESSAIS

AN HERE

An Here – Kergleuz – 29480 Le Releg-Kerhuon
– ✆ tél. 02 98 28 10 37 – 🖷 fax. 02 98 28 34 74 – e-mail : an.here@wanadoo.fr